

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e) (Métro : Pyrénées)

AUX ACTES !

Il faut traduire en actes la volonté d'assistance matérielle exigée par le prolétariat français en faveur de l'Espagne ouvrière.

Trahison radicale? Non Programme radical

Le Congrès de Biarritz a décidé de donner au Front populaire une survie de quelques mois — mais qu'importe maintenant le Front populaire? — Tout le monde ne sait-il pas que le Parti radical est un grand parti, dont le vernis populaire égratigné par les hommes du Six Février s'est de nouveau patiné au contact des Partis prolétariens.

Légalité bourgeoise ou illégalité prolétarienne, tel est le dilemme qui fut posé par la droite aux députés, dont l'acceptation étroite du droit bourgeois n'a jamais été mystère pour personne. En fait, la motion d'unité devait sortir, cette fois encore, d'une polémique entre gens qui s'entendent comme larrons en foire. Le fond de la discussion n'a pas été une seule fois abordé, et si les poings dressés ont affronté les mains ouvertes, c'est dans un débordement généreux de *Marseillaise*.

Seuls, les moyens d'affirmer et d'élargir le potentiel gouvernemental du Parti se sont heurtés à Biarritz. Certains radicaux ne voient pas sans malice la politique « réaliste » de Léon Blum priver le parti radical du monopole des classes moyennes, et se risquent à souligner quelques maladresses de tactique pour resserrer autour du noyau valoisien l'unité d'une classe tiraillée entre le goût d'une réalisation bourgeoise hardie et son intérêt éternel brisé sans cesse par le dynamisme ouvrier.

En fait, Biarritz a réaffirmé la nécessité pour les radicaux de cesser la politique d'effacement devant le parti socialiste, de redevenir le « grand Parti de la *Marseillaise* », d'assurer de sa propre initiative et non plus par un freinage approprié le fonctionnement normal des institutions républicaines, de s'adoindre pour cette tâche le Parti socialiste, de constituer, en un mot, le Front de la trahison et du mensonge dans le cadre des doctrines et de l'organisation valoisienne.

« Un mandat impératif vient d'être donné aux radicaux d'assurer l'exacte application de leur programme et non celui du Front populaire. » (*Ere Nouvelle*).

Les Kayser et les Daladier refuseront-ils de satisfaire à ce programme? Ont-ils jamais posé le problème du maintien ou du renversement du Front populaire autrement que pour assurer la position intermédiaire qui est la raison d'exister de leur classe? Et si les Roche s'essayent maladroitement à une étroite synthèse du fascisme, n'est-ce pas pour limiter sur la gauche, le terrain que la tendance adverse s'ingénie à limiter sur la droite?

Le dilemme *légalité ou illégalité* habilement posé par la droite pour obliger les radicaux à la décision de la prudence a été résolu en fait par l'affirmation qu'une politique purement radicale serait poursuivie au sein du gouvernement et du Rassemblement populaire. Il n'en fallait pas plus à la droite.

Quant aux socialistes, ils semblent apporter quelque réticence dans une réponse à la question de Chautemps : « Collaborerez-vous à un gouvernement radical? » Les naïfs pour qui le Front populaire devait être une transition, une liquidation du capitalisme, s'aperçoivent un peu tard de la vérité d'un principe que nous n'avons jamais cessé de développer : « Dans le cadre du régime capitaliste, une évolution socialiste ne se fait jamais que vers la droite, une plateforme de transition socialiste ne se liquide jamais qu'au profit du capital. »

Que les socialistes souscrivent ou non au mandat impératif rapporté par l'*Ere Nouvelle* ne peut qu'embrouiller dangereusement la question si simple : « Au Front de la compromission et du mensonge, les ouvriers sauront-ils substituer à temps le Front révolutionnaire? » Traiter de prolétaire cette essence de bourgeoisie qu'est le Radicalisme, c'est ne rien connaître du caractère de ces hommes qui sont nationaux, tricolores et, au point de vue principes, conservateurs. Connaître cette essence du radicalisme, ne pas s'accrocher à ce Front de malentendu qu'a été pour les ouvriers le Front populaire est le premier devoir des travailleurs. Se préparer activement à lui substituer l'effort lucide du Proletariat organisé révolutionnairement est le second devoir.

Il n'y a pas dans l'ultimatum de Biarritz une trahison du radicalisme à sa doctrine, mais l'affirmation d'une doctrine de trahison que les ouvriers doivent connaître, juger et abattre.

lib

En 3^e page : Informations d'Espagne

En 4^e page : Pour l'Espagne ouvrière par José Mavilla

En 5^e page : Où va la Belgique? par P. Militch
Pain de soldat par Henry Poulaille

En 6^e page : La révolution espagnole et l'impérialisme par Jean Bernier

Le message de Durruti

« Oubliez toutes les petites divergences de partis pour viser un seul but : la lutte contre le fascisme. »

Camarades,

Malgré mon vif désir de parler à mes camarades parisiens, à ce peuple de Paris sentimental et frondeur auquel je dois ma liberté et peut-être ma vie, il m'est absolument impossible d'abandonner ma colonne, car la situation est très sérieuse au front; nous sommes en pleines opérations et une absence, même très courte, pourrait avoir de très graves conséquences. Je sais parfaitement que les camarades antifascistes parisiens comprendront mes raisons et je n'insiste pas davantage.

Je suis de tout cœur avec le Comité pour l'Espagne libre et d'accord avec lui; je fais appel à tous les révolutionnaires français, quelle que soit leur tendance idéologique ou politique, pour qu'ils s'unissent solidement et sincèrement pour former un front antifasciste vraiment populaire.



Si vous haïssez le fascisme aussi profondément que nous-mêmes, oubliez toutes les petites divergences de partis pour viser un seul but : la lutte contre le fascisme. La révolution espagnole doit être pour tous les révolutionnaires le cri de ralliement de toutes les forces prolétariennes de France.

Si vous comprenez comme nous que le front antifasciste espagnol a un prolongement dans toute la France, si vous êtes animés de la même volonté de vaincre que les miliciens espagnols, je suis persuadé que le fascisme international sera bientôt écrasé.

Au nom de ma colonne, au nom de tous les luttteurs espagnols, au nom du prolétariat espagnol, salut !

Vive l'union ouvrière !

Vive la révolution sociale !

B. DURRUTI.

Qu'on écoute le peuple de Paris !

La foule innombrable des grandes manifestations ouvrières. Plus de quinze mille travailleurs parisiens se pressant dans le vaisseau immense du Vélodrome d'Hiver. Une ferveur unanime unissant tous les assistants en faveur de l'Espagne antifasciste. Une seule volonté, diversément exprimée : il faut que l'Espagne antifasciste soit sauvée par la solidarité ouvrière internationale.

Voilà, en résumé, quel a été le sens de l'immense manifestation réunie vendredi 23 au Vélodrome d'Hiver à l'appel du Comité pour l'Espagne libre.

Lorsqu'il y a un mois, le Comité pour l'Espagne libre s'est créé à la demande et avec l'appui des délégués des milices, nous n'osions espérer si vite un tel succès.

Si besoin était de justifier l'activité du Comité, il est maintenant évident que ce résultat si probant y suffirait.

Mais on comprendra bien que les plus belles manifestations, les plus vastes meetings n'ont de sens que si leur démonstration sentimentale fait naître des initiatives concrètes, appuie des actes pratiques en voie de réalisation; active enfin, par la pression directe des masses, les entreprises des militants.

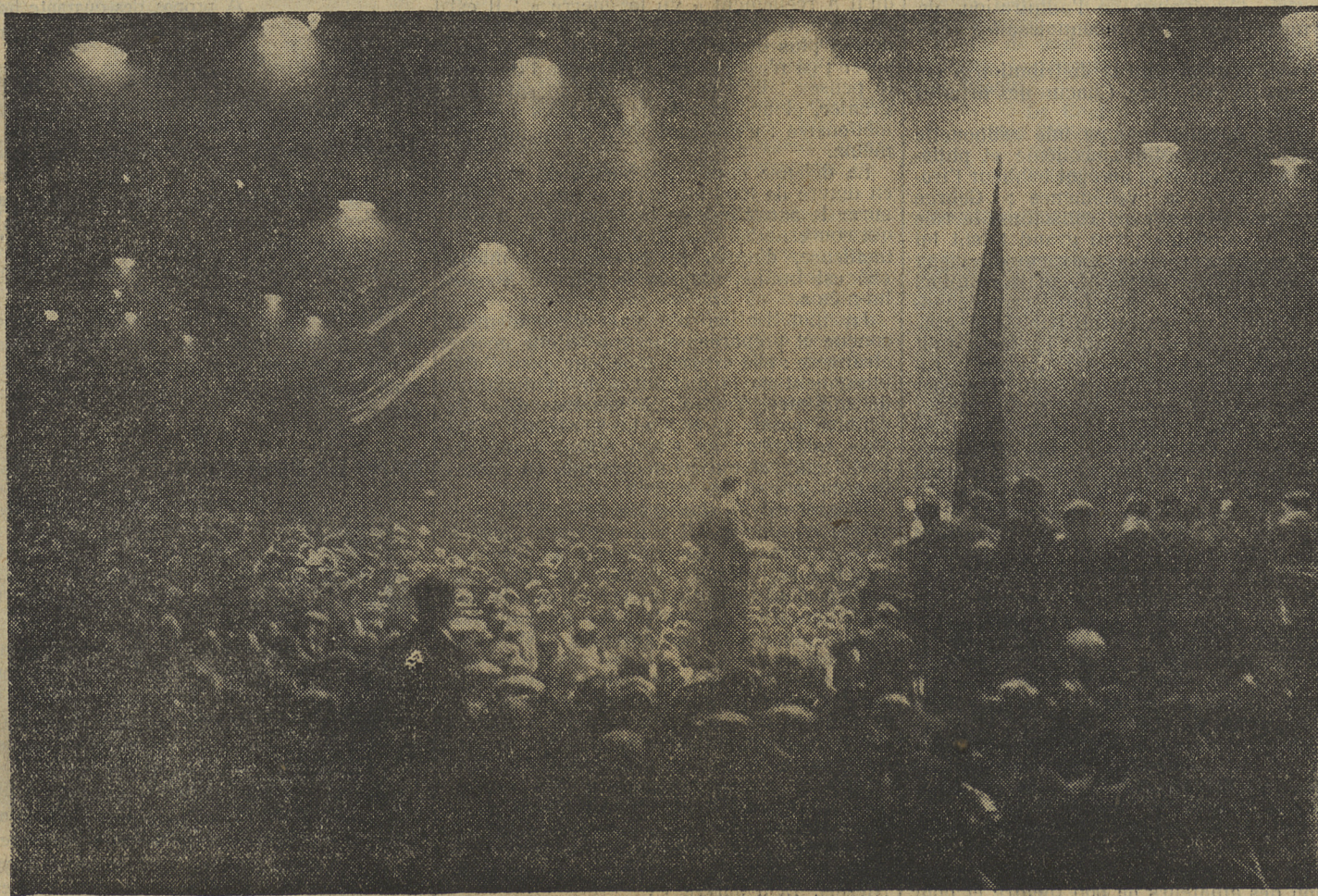
Nous aurions aimé que Durruti, que Garcia Oliver, dont le concours nous avait été assuré, fussent présents à cette manifestation.

Voir en 4^e page le compte rendu du meeting.

Ils auraient eu ainsi le témoignage direct que la sympathie du prolétariat français ne demande qu'à se traduire en réalités concrètes. Il n'a pas dépendu d'eux — retenus sur la ligne de combat par des circonstances que tout le monde comprendra — ni de nous qu'ils fussent là. Tel quel, le meeting a été cependant une réussite complète.

Il nous dicte notre attitude.

Il fallait ce levier puissant au Comité pour l'Espagne libre. Aujourd'hui qu'il se sait appuyé dans son action par la sympathie effective des masses parisiennes la tâche devient plus aisée. Cette tâche, c'est celle d'aider pratiquement nos frères espagnols. On peut croire désormais qu'il n'y faillira pas.



Encouragements à poursuivre dans la même voie et nécessité aussi

On lira, par ailleurs, dans le compte rendu consacré au meeting, ce que fut la manifestation du Vel' d'Hiv', la foule considérable qui y participa, le sens que la plupart des orateurs lui donnèrent. Si nous avions eu besoin d'un encouragement pour continuer le travail commencé, nous le regûmes de cette salle enthousiaste et compréhensive; nous le regûmes également des orateurs venus d'Espagne — officiellement délégués — qui, indistinctement, nous dirent leur vif plaisir de parler devant une pareille assemblée, leur espoir que leurs appels seraient entendus et que l'Espagne ouvrière ne serait pas abandonnée à elle-même alors qu'elle faisait face si courageusement à un péril redoutable; nous le trouvâmes, cet encouragement, dans le message de Durruti que sa compagnie lut à la tribune du Palais des Sports.

Après ces témoignages rendus à notre activité, à l'opportunité de notre action, nous pouvions faire fi des élucubrations parues dans « Le Combat Syndicaliste », n'attacher aucune importance à la décision que l'on va lire ci-dessous et que la C.G.T. S.R. nous fit tenir pendant le meeting :

Votre meeting de ce soir auquel notre camarade Pierre Besnard était annoncé comme orateur coïncidant avec la tenue du C.C.N. de la C.G.T. S.R., ce dernier, à l'unanimité, a adopté la décision suivante :

Le C. C. N. considère que le camarade Besnard ne peut prendre la parole, ni au nom de la C. G. T. S. R., ni à titre personnel au meeting dont il s'agit.

Sa présence à ce meeting constituerait une violation des décisions des Congrès de la C. G. T. S. R. qui font obligation à tous nos militants, sans exception, de ne prendre la parole dans des meetings ni aux côtés de politiciens, ni à ceux de l'homme dont l'attitude depuis plus de 20 ans a été toute de compromission révolutionnaire et de trahison ouvrière.

En conséquence, le C.C.N. déclare que l'unité révolutionnaire ne peut être réalisée qu'entre révolutionnaires Anarcho-Syndicalistes et Anarchistes, et passe à l'ordre du jour.

Il s'excuse auprès des camarades Espagnols et des auditeurs du meeting, d'avoir été obligé de prendre la décision de ne pas participer à ce meeting organisé par un Comité qui ne peut prétendre, à aucun titre, représenter en France ni la C. N. T., ni la F. A. I.

Nous pouvons passer outre à ces manifestations, n'en tenir aucun compte — elles ne déconsidèrent, au surplus, que ceux qui s'y livrent — mais, tout de même, nous désirons dire que Besnard avait accepté de parler au Vel' d'Hiv', qu'il savait que Jouhaux y parlerait. C'est au dernier moment que l'on a essayé de nuire à notre œuvre puisque « l'Espagne antifasciste », de la semaine dernière, annonçait en première page, sans commentaires désobligeants, notre meeting (Jouhaux et Besnard côte à côte).

(Suite page 4.)

POUR NOS CAMARADES ESPAGNOLS

Union quand même !

En arrivant à Paris, pour le Congrès des Comités anarcho-syndicalistes, je caressais l'espoir qu'une union plus étroite, plus solide et surtout plus sincère allait se former. De cette union, nous pouvions attendre beaucoup : coordination et amplification des efforts, répartition des tâches, etc.

Hélas, les haines mesquines n'ont pas désarmé. Il fut bien plus question de sentiments personnels que de doctrine et si l'on put penser un instant que les choses allaient s'arranger, que l'aide à apporter à nos camarades serait la préoccupation dominante du Congrès, les sectaires qui ne désarment jamais se chargèrent de nous démentir.

C'est profondément regrettable. Mais cela doit-il nous empêcher d'œuvrer avec tous ceux qui, à des titres divers, défendent les travailleurs d'Espagne? Cette cassure est-elle définitive? Je veux encore croire que si le Congrès a rompu brutalement avec nos amis de l'U.A. il se trouvera tout de même, dans tous les pays, des camarades qui, sachant se placer au-dessus de ces lamentables querelles, s'associeront de tout leur cœur et de toutes leurs forces à toutes les actions dont le but sera la défense de nos camarades espagnols.

En ce qui me concerne, ma position est prise depuis le début des événements d'Espagne : De tout cœur et sans restriction avec tous ceux — quelle que soit leur tendance — qui luttent sincèrement pour le triomphe de nos camarades !

L. HUART.

P.-S. — Les camarades du Comité pour l'Espagne libre me soumettent leur déclaration et me demandent d'attester si les incidents de séance qu'ils signalent sont bien exactement relatés.

Ayant été président du Congrès lorsque ces incidents se déroulèrent et lorsque ces positions furent prises, je puis affirmer que la relation qu'on lira d'autre part ne contient ni exagérations ni inexactitudes.

L. H.

ABONNEZ-VOUS

le libetaire

BESOIN DE L'AIDE EFFICACE DE SES AMIS

ABONNEZ-VOUS

52 Numéros... 22 fr.
26 — ... 11 fr.

ETRANGER
52 Numéros... 30 fr.
26 — ... 15 fr.

Chèque postal :
N. Faucier, Paris 596-03
29, rue Piat, Paris (20^e)

Notes et Glanes

♦ Sous prétexte que 1.500.000 d'anciens combattants ont, par leur trépas, « dégaîgé le marché du travail », d'autres A. C. ont écrit au président Lebrun pour protester contre les projets de la commission dite des cumuls. Que peuvent bien être ces A. C. encore vivants et protestataires ? Certainement de la haute Gradaille, copieusement rentée, et toisant tantôt les défunts de la victoire, et qui défilent, en se ravalant le plus qu'ils peuvent, derrière le torchon, au son des cuivres, lors de toutes les cérémonies dites patriotiques. Et je comprends fort bien qu'ils protestent, ces cumulsards qui portent en eux la lâcheté d'avoir participé à la guerre, la honte de s'en vanter, et l'ignominie d'encourager les jeunes à accepter l'éventualité d'une prochaine tuerie. Eh ! bien, voulez-vous mon avis ? Ils ont assez cumulé de saletés. Maintenant, qu'ils crèvent, et qu'ils nous laissent la paix !

♦ Encore un pisseur d'encre à clouer au pilori. Il s'agit d'un nommé Jolmieu qui se déverse dans La Dépêche de Toulouse. Sous le titre « Hospitalité pénitentiaire », le drôle écrit le 21 qu'il trouve inapte que l'on condamne à la prison les étrangers arrêtés pour infraction à un arrêté d'expulsion. D'accord avec lui qu'il ne doit pas tirer sur les petits copains de la bande Chappie-Zographos. Mais la prison, qui supprime la liberté, est tellement antinaturelle qu'on doit la détruire. Si, momentanément, ce lui suis trouvé d'accord avec le Jolmieu, ce fut pour bien peu de temps. Car faites abstraction de votre sensibilité, de vos sentiments humains, fraternels envers quiconque souffre et lisez, au lieu du courage de lire les lignes suivantes : « Comme si on ne pouvait obtenir un résultat infiniement plus décourageant, pour les expulsés, que de les laisser, en les confiant, aux fins d'interrogatoire d'identité, et sans autre protection, aux brigades spéciales chargées de brimer les manifestations folles. Car « deux ou trois jours de « passage à tabac » ne leur nuiraient rien au budget, en attendant qu'ils soient en forme pour aller agents de la force publique qui s'en traitent pour le championnat de boxe de la « potée » et dégoutteraient définitivement les expulsés de revenir chez nous. Tout bénéfice. »

♦ Vous avez compris pourquoi le lâche signe à Jolmieu. C'est un nom qui ne veut rien dire mais qui, presque anonymement, le met à l'abri des justes réactions de ceux qu'il veut au supplice. Oh ! les trépassés, toullousins et de partout, les braves gens qui ne veulent croquer ni chez Hitler ni chez Mussolini, vous, les fous amants de cette grue adorée qu'est la Liberté, je vous recommande le ballet du plume des Sarrail. Et si, un jour, ça vous tombe sous la main, pas de pitié : passage à tabac continu, jusqu'à ce que ça en crève ! Et ça ne sera plus de la gâté, des flics qu'il sera question, mais de la mienne, énorme, sincère, totale.

HENRI GUERIN.

THEATRE DES DEUX MASQUES. — (25, rue Fontaine, 9^e). — Mercredi 4 novembre 1936 « ALFRED DE VIGNY », par Han Ryner et Claire Marly.

Fragments divers et plusieurs scènes de « Chatterton ». Participation aux frais : 3 fr.

Cette semaine encore, nous paraissions sur huit pages. Les nécessités de l'actualité sociale, si abondantes, si diverses, nous y obligent.

Nous nous imposons de la sorte un effort considérable.

De tous côtés, d'ailleurs, les encouragements nous parviennent, tant pour notre propagande générale que pour l'effort particulier que nous faisons pour la défense de nos frères d'Espagne.

Nous avons, chaque semaine, de la matière en surabondance pour le journal, ce qui est une preuve de la vitalité sans cesse croissante de notre mouvement.

Chacune de nos rubriques prend une extension telle que bien souvent nous sommes contraints, faute de place, de sacrifier ou de réduire considérablement les articles.

D'autre part, la variété nécessaire à un journal vivant pour qu'il intéresse non telle ou telle fraction des lecteurs, mais tout l'ensemble, implique des obligations d'ordre technique qui nous font envisager la parution du « lib » sur huit pages plus fréquemment.

Les huit pages, qui n'ont été jusqu'ici qu'une exception, ne l'oublions pas, devront devenir, au moins une ou deux fois par mois, la règle.

Mais, pour cela, nous avons besoin de l'aide de tous et du soutien matériel indispensable à la bonne marche de notre Lib.

Répétons encore une fois que les moyens de réaliser immédiatement et pratiquement ce soutien sont fort simples et offrent des solutions diverses pour employer les possibilités de chacun.

En premier lieu :
S'ABONNER OU SE REABONNER SANS RETARD ;

Ensuite :
ORGANISER LA VENTE AU NUMERO, PAR GROUPE OU SEPARÉMENT ;

Enfin :
ALIMENTER LA SOUSCRIPTION PERMANENTE.

LE LIBERTAIRE.

Après la première de la "Grande retape"

Certes, en lisant ces brefs commentaires, d'anciens, connaissant ma profonde admiration pour Aurèle Patoni et les liens d'amitié qui nous unissent tendront à douter de l'impartialité de mon jugement sur la « Grande Retape ». Mais ceux qui l'ont vue seront avec moi pour reconnaître que non seulement elle est une des meilleures pièces du théâtre révolutionnaire, mais qu'elle est supérieure de par sa construction, son dialogue, l'esprit qui y pétillait et l'entrain qui l'anime à celles dont le théâtre en général est en possession.

Et à ceux qui, sceptiques, prétendraient que c'est là le langage d'un ami désireux d'être agréable à celui qu'il s'est donné pour maître, j'opposerais des témoignages qui n'ont pas les mêmes raisons d'être laudatifs à l'égard d'Aurèle Patoni.

C'est d'abord celui du talentueux artiste Julien Bertheau, qui ayant lu le manuscrit de la pièce décida de constituer une troupe pour la faire jouer et se chargea de la mise en scène, on a vu avec quel bonheur.

Ce sont ensuite les acteurs qui ayant pris connaissance de l'ouvrage ont accepté de se mettre immédiatement au travail, sans savoir si le hasard permettrait que la pièce fut représentée.

C'est enfin et surtout, critérium indiscutable, le succès auprès des camarades qui assistaient à la première : c'est l'enthousiasme de ces six cents spectateurs qui rappelleront quatre fois les artistes de leurs applaudissements frénétiques et réclameront que l'auteur vint à son tour sur le plateau recevoir par le truchement des paumes battantes et des clameurs d'allégresse, le témoignage de l'admiration, de la sympathie et de la reconnaissance des pacifistes.

Par son homogénéité la distribution a été au-dessus de tout éloge. Chacun des artistes fut admirable.

Philippe Bouillet campe une silhouette d'anarchiste romantique, bohème et philosophe et maniant avec un égal bonheur l'ironie cinglante et la véhémence ; Georges France joue avec un art consommé le rôle difficile du capitaine ; son grand talent lui permit de donner l'image exacte du vieux militaire, ridicule et borné, mais criminel plus par sottise que par fonderie méchancelé ; Pierre Leproux fut un Lapietelle, crapule cynique et bon enfant, et l'entrain qu'il lui donna fut toujours communicatif ; Richard Després sut trouver pour incarner Jacques Simplicie des accents pathétiques ; il fut splendide de vérité ; Germaine Kerjean, dans le rôle d'Yvonne, fut elle-même, c'est-à-dire profondément humaine ; sa voix prenante fit monter des larmes à beaucoup d'yeux ; le personnage de Bavachol, héros modeste et gouailleux fut magnifiquement campé par Jacques Renier ; Fernand Joaquin émerveilla le public dans sa composition du peu sympathique baron Deneubourg ; la façon dont Claire Nobis, comédienne dont l'éloge n'est plus à faire, interpréta la tante Félicie nous fit regretter la brièveté de ce rôle ; enfin Jane Deraive, dans sa blondeur ravissante fut une délicieuse gérante de café.

Applaudissons aussi Géo Maurice, machiniste qui tint à contribuer bénévolement au succès et félicitons encore Julien Bertheau pour son intelligente mise en scène.

Souhaitons au collectif « Fraternité » d'aller bientôt dans toutes les villes interpréter la « Grande Retape », ceci pour la satisfaction des amateurs de bon théâtre et pour la propagation de notre idéal de Paix et de

UN FRANCO, DE CHEZ NOUS

Le général Niessel

Nous avons aussi en France nos Franco, aussi féroces, aussi dangereux et aussi entreprenants ; je parlerai aujourd'hui du plus canaille d'entre eux : le général Niessel, du cadre de réserve, ancien membre du Conseil supérieur de la guerre, président de l'Association des Sous-Officiers de réserve, membre principal du Comité national de la Défense Passive, rédacteur à l'Excelsior, au Petit Parisien, à Paris-Midi, à la France Militaire, etc., etc.

Très obscur officier avant et pendant la guerre, sa valeur militaire fut nulle, (ce n'est pas un reproche de la part d'un anarchiste), mais il a accédé cependant au sommet de l'échelle et est une personnalité marquante du monde militaire.

Lorsque, en 1917, commença la Révolution russe, le général Niessel fut expédié là-bas, avec mission de relever le moral de l'armée. Il s'y employa vigoureusement, en faisant fusiller des milliers de malheureux soldats. Inutilement au reste, car rien n'arrêta la Révolution ; Niessel, craignant la juste vengeance populaire, s'enfuit honteusement abandonnant le reste de la mission. Il fut reçu en héros en France, tandis que ceux qui avaient bravement et légalement continué à remplir leur tâche en Russie, furent portés déserteurs et condamnés à mort par contumace. Certains criminels croient étouffer leurs remords et échapper au châtiment en faisant disparaître les témoins de leur crime ou de leur lâcheté.

Aux premiers jours de la Révolution, la mission française, à court d'argent, fit de larges emprunts, quelques millions en roules de la Douane, à des notables de Pétrograd ou de Moscou. Les regus, tapés à la machine, en français, non sur du papier, mais sur des morceaux de toile blanche, furent présentés quelques années plus tard, au remboursement, par les prêteurs qui avaient pu franchir les frontières.

Ils furent remboursés à des taux dérisoires, le rouble étant déprécié à près de zéro, ce qui constituait en somme un premier vol ; de plus, nul n'a jamais demandé à quoi avaient été employés les millions empruntés.

Enfin, la plupart des prêteurs, échappés de Russie par la frontière polonaise, présentèrent leurs regus à la mission française à Varsovie, dont le chef se trouvait être, comme par hasard, à cette époque, le général Niessel. Ils ne pouvaient pas mieux s'adresser : on n'attendait qu'eux pour passer le chiffon sur l'ardoise !

Le général Niessel fut de ces généraux que la République française envoya aux quatre coins du monde porter la bonne parole militariste : les peuples attendaient de nous la liberté, la paix, l'égalité sociale ; ceux qui jusqu'alors avaient vécu sous la tyrannie, espéraient que les Français vainqueurs leur apporteraient le droit des peuples, apporteraient avec eux la délivrance définitive.

L'Europe ne connut de nous que des missions militaires et des missions de banquiers. La République s'est employée durant vingt ans à dégrader la liberté que 1918 avait fait lulle ; elle a imposé d'autres maîtres à la place de ceux que les révolutions avaient chassés. Ce sont des militaires français qui ont été les bourreaux du prolétariat européen et qui, aujourd'hui encore préparent allègrement la prochaine der des der !

Niessel eut la Pologne en partage : son officier espion du 2^e Bureau, y fut le brave Casimir de la Rocque ! La horde au grand complet ! Et tous deux méritèrent bien de la guerre... sur les bords de la Vistule.

La mission française en Pologne eut aussi sa petite affaire des roubles Douma : un jour, ne pouvant justifier le manque de quelques centaines de milliers de francs au trésor de la mission, les responsables crurent s'en sortir en inventant une rocambolesque histoire de vol, qui fut suivie d'une condamnation par contumace. La victime fut au reste reconnue plus tard innocente, mais le tour était joué et encore une fois l'ardoise avait été effacée.

Parlons un peu de l'organisation de la guerre et la mort, Niessel est là ! Mais il donne la mesure de sa canaillerie dans l'organisation de la défense passive. Niessel, commis voyageur en masques à gaz, discourt à travers Paris et la province sur les dangers de la guerre aérienne : il excelle à donner à ses auditeurs la peur, la grande peur, la peur panique. Et, le lendemain, le Paris-Soir, le Matin, etc., annonceront en bonne place, que la maison « Fichet fournit des portes étanches, construit des caves à l'abri de tout bombardement ». Ignorez si le général est au fixe ou à la commission, mais il sait y tâter ; on croirait, à Pentendre, qu'il a réellement « vu la guerre » ! Il est vrai que, dans d'autres écrits moins répandus et plus discrets, il a soin de nous rassurer : ça n'est pas si terrible que l'on peut le penser ! Une petite couche de sable au grenier, et une bombe de 400 kilos s'avère inoffensive : c'est ainsi qu'il s'exprime lui-même.

La défense passive, dit-on, c'est la mise en œuvre de tous les moyens propres à assurer le sauvetage de la population. En ce qui concerne les gaz, la défense passive est inefficace, d'après les spécialistes ; mieux elle est inutile, d'après le général Niessel lui-même.

La mobilisation n'a pas été seulement conçue et préparée en vue d'une guerre étrangère : elle est prête, ce jour, pour l'établissement de la dictature, de la dictature du militaire. Toutes les mesures dites de défense passive, ne sont en réalité qu'un plan minutieux de Coup d'Etat en exécution du jour au lendemain.

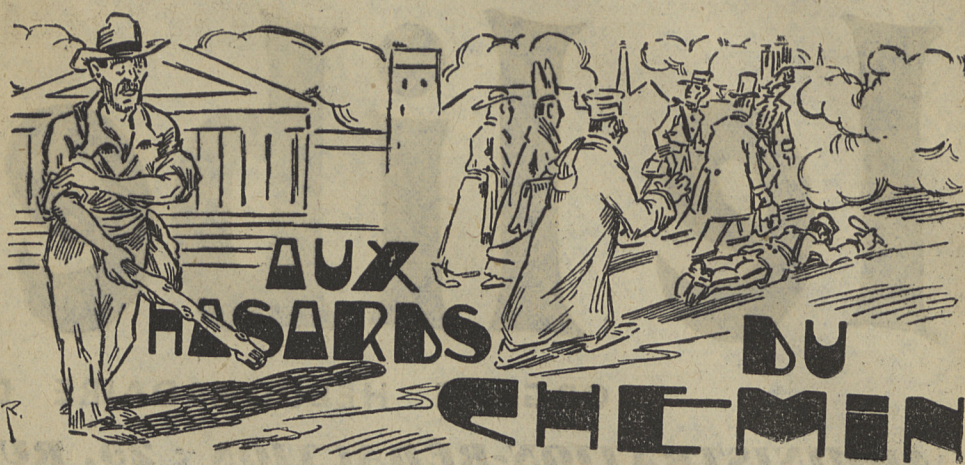
Niessel est un des chefs de cette organisation criminelle ; il y a quelques mois, il était encore, en digné cumulard, directeur aux Usines Renault ; il est venu étudier la maison dont il serait le chef en cas de mobilisation ; il a reconnu le secteur et le théâtre de ses futurs exploits : Avis aux intéressés.

Le gouvernement de Front populaire a voté 14 milliards pour la Défense Nationale ; le Congrès de Biarritz a accepté le service militaire pour les femmes ; le Parti communiste participe aux exercices de défense passive !

Il nous appartient à nous, anarchistes, de dénoncer les assassins de notre classe ouvrière, et de leur fermer la gueule !

J'inscris donc au tableau : 1^{er} Vautel ; 2^e Niessel. Et à suivre !

MONGADE.



AH ! MA TETE



A l'occasion de notre dernier meeting l'extra-lucide Action Française dénonce, en estropiant les noms, l'arrivée de Durruti et Garcia Oliver, venus suivant ses renseignements tout particuliers, pour acheter le silence de la presse de droite sur la terreur rouge qui sévit en Espagne.

Achat, ajoute l'Action Française, par de l'argent ou des concessions garanties par la F. A. I.

Et voilà ! Tout d'abord, marquons notre surprise que la presse de droite soit à vendre. Nous croyons que depuis longtemps elle était vendue.

Mais d'après nos informations (via Maffia), Daudet aurait été aperçu au Vél' d'Hiv' pleurant à chaudes larmes l'absence de Durruti avec qui il n'avait pu s'entretenir.

Une si belle occasion ! Au moment où les marquises elles-mêmes viennent admiratrices de Staline...

HABILETE



Plongé dans les hautes considérations diplomatiques, cherchant à ménager les impérialismes anglais et français, écartant prudemment les solutions révolutionnaires, le gouvernement central de Madrid a commis des fautes énormes.

C'est Franco, le conquérant, qui vient de proclamer l'indépendance du Maroc espagnol, d'éditer des journaux en langue arabe, d'accorder sur le papier quelques libertés aux tribus.

Cette sinistre démagogie lui permet en tout cas de bénéficier de quelques semaines de calme dans le Maroc.

Plus tard s'il triomphe il aura tout le temps d'écraser toute velléité d'indépendance des Rifains.

Mais que penser de Largo Caballero laissant échapper cette occasion magnifique de créer un front insurrectionnel dans les montagnes marocaines en donnant aux indigènes africains leur autonomie.

Une fois de plus, l'« exaltation » de la C. N. T., qui avait réclamé cette mesure dès le début du mois d'août, s'affirmait comme nettement supérieure à l'épaisse diplomatie réformiste.

MUSSOLINERIES



Mussolini qui fait le bateleur sur les tréteaux romains, cultive le « mouvement de menton » et le style pompier dans ses clownesques rodomontades. Ecoutez plutôt :

« Attention ! Cet olivier jaillit d'une immense forêt. C'est une forêt de huit millions de baïonnettes bien affilées et que tiennent en mains des jeunes gens au cœur intrépide. »

Voilà comment le César du Carnaval parle de la paix ! Il est difficile de dire plus de sottises en si peu de mots et le pire nous donne, chaque jour des preuves de sa stupidité. Quand on pense, qu'il y en a pour le prétendre intelligent !

Quant à son peuple, pour accepter d'être représenté par un aussi grotesque poliche, dangereux par surcroît, il n'a guère le sens du ridicule et, n'est pas si intrépide que ça !

UN DEMENTI OPPORTUN

A propos des quarante heures, le Peuple écrit fort à propos :

« Ajoutons, par ailleurs, que la France ne sera pas le premier pays où la durée de la semaine de travail aura été réduite. En U. R. S. S., aux Etats-Unis, en Italie, en Allemagne, en Tchécoslovaquie, dans d'autres pays européens, les quarante heures ont été totalement ou partiellement appliquées. Ces pays n'en sont pas morts, qu'on sache. Voilà un premier point qui valait d'être rappelé. »

Parfaitement, c'est très opportun au moment où les patrons font coller des affiches disant que la France ne peut appliquer seule les quarante heures, à cause de la concurrence étrangère.

DANS LA POUBELLE...



Cette semaine, au bout de notre crochet, nous avons trouvé de l'Albert-Ch. Morice. Ça pue, c'est faisandé, ça salit partout et de partout, c'est lâche.

Cette... chose a envoyé une dépêche datée : « Front de Madrid, 27 octobre, dans laquelle elle se tremousse d'avoir reniflé l'odeur des combats. Et, dans Navalperal, sous les yeux du Morice embrenné embrenant, on a trouvé une lettre, comme par hasard. »

C'est encore un milicien qui écrit à sa famille demeurée à Barcelone. Sans doute n'a-t-il pas eu le temps de porter sa correspondance...

Mes chers parents, dit-il, je suis à Navalperal depuis peu et je m'y plais parfaitement. On m'a reçu ici avec beaucoup d'honneurs et

tout le monde connaissait mes exploits aux arènes.

« Sans doute s'agit-il d'un toréador ? — Hier, mes camarades du village voisin sont venus m'inviter à une fête. Ils avaient pris quelques prêtres et allaient les tuer. Ils m'ont demandé de participer à cette belle œuvre. Figurez-vous que lorsque j'ai eu enfoncé ma pontilla (petite épée) dans le cou de celui que l'on m'avait donné, ce chien a trouvé encore la force de crier : « Vive le Christ roi ! »

« Réalisez-vous ce que peut être la pensée des requêtes qui font leur prière en chantant tous les soirs sur les lignes de feu quand ils lisent une lettre comme celle-ci ? »

Si nous ne réalisons pas la pensée des chiens requêtes, nous réalisons l'ignominie de l'abject salaud qu'est le Morice, menteur insolent et insulteur d'une cause qu'il est trop lâche pour comprendre.

COMPLETEMENT TOC-TOC



Connaissez-vous la dernière de Paris-Rasoir ? C'est le jeu du toc-toc. Le journal du sieur Prouvot, grand magnat du textile de Roubaix, ne sait plus quoi inventer pour parachever l'abrutissement de sa malheureuse clientèle.

Alors, voilà, vous rencontrez un copain qui s'appelle, supposons, Alphonse :

— Toc-toc
— Qui est là ?
— Alphonse.
— Alphonse quoi ?
— Alphonse dans le brouillard.

Hi ! Hi ! C'est drôle, n'est-ce pas, et de l'esprit le meilleur et bien français...

Aussi nous suggérons à Paris-Soir le petit toc-toc suivant :

— Toc-toc
— Qui est là ?
— Prouvot.
— Prouvot quoi ?
— Prouvot... pas la corde pour le pendre.

C'est pas, somme toute, plus bête qu'autre chose.

CHOUETTE ALORS, UN NOUVEAU « POIREAU » !



— Y a des gens qui vont avoir de la veine.
— Et qui ça donc ?
— Eh bien, ceux qui vont avoir échangé leur décoration mutualiste avec la nouvelle récompense honorifique que vient de créer M. Lebas, ministre du Travail, et qui s'appellera le Mérite social.

Celui-ci a estimé qu'il convenait de « revalloriser » l'ancienne décoration de la Mutualité et de la Prévoyance sociales que la surabondance de décorés avait fait tomber en quenouille. Il suffira pour avoir la bienheureuse décoration nouvelle d'avoir rendu quelques services « aux œuvres ou institutions ressortissant à la prévoyance sociale, etc. »

Comme nous sommes tous au Libetaire d'excellents « prévoyants » sociaux, puisque nous prévoyons la révolution sociale, nous pensons que M. le ministre du Travail du Front populaire voudra bien penser à nous pour son nouveau « poireau ».

LE CRIME DES VIEUX



C'est à Anatole France, je crois, qu'on prête cette parole : « Méfiez-vous de moi quand je serais vieux. » Et en effet, on constate que les plus grandes intelligences elles-mêmes sont compromises par la sénilité. Après avoir assisté en 1914 à la trahison collective de tous les vieillards de l'époque, France, Richemont, etc., voici qu'aujourd'hui Romain Rolland, jadis pacifiste, subit une vague de germanophilie et congratule les bellicistes du jour, c'est-à-dire les communistes. « Que le peuple de France se groupe autour de ses vrais défenseurs », dit-il en approuvant les provocations à sa frontière de l'histrion Thorez.

AUTRES TEMPS

Romain Rolland, ajoute encore : « Jean-Christophe, à qui vous avez fait appel, vous serre la main affectueusement. »

Il écrivait jadis cette même phrase à notre ami Aurèle Patoni à propos d'un petit pamphlet de celui-ci, le « Carnet de Simplicie » où le militarisme, l'esprit de guerre et autres dangereuses fariboles en prennent un bon coup.

En ce temps-là, Romain Rolland était pacifiste. Aujourd'hui, il est gâteux. C'est autre chose.

Les romanichels

DIMANCHE 8 NOVEMBRE à 14 heures 30

Salle René-Maubel, rue de l'Orient

GRANDE FETE DU LIBERTAIRE

Concours assuré de nombreuses vedettes du Théâtre et de la Chanson.

Le programme complet paraîtra dans le prochain numéro.

Entrée : 6 francs. — Chômeurs : 3 francs.

Les miliciens nous écrivent

L'AFFAIRE DE FARLETE

Farlete, 27 octobre.

Farlete : c'est le nom d'un petit village d'Aragon distant d'à peine 15 kilomètres de Saragosse. L'atmosphère du front : Milices et miliciens, cliquetis d'armes, chants tous remplis de convictions, reflets d'allégresse, assombrissement et tristesse, tour à tour débordement de joie, mutisme complet, tels sont les hommes dans l'extériorisation de leurs sentiments, et sur ce coin de territoire et dans toute l'Espagne ou l'amour du prochain, la joie de vivre l'esprit de paix et de liberté symbolise toute la vie, tout l'esprit d'humanité.

C'est sur les pentes des collines, dans les vallons arides de cet Aragonais où la pauvreté semble faire corps avec la nature.

C'est là que viennent de se dérouler successivement deux batailles meurtrières, et où, démonstrativement, l'esprit de sacrifice des pionniers de la société nouvelle s'est avéré dans toute son ardeur et sublime foi révolutionnaire.

Le 8 octobre, les fascistes, en force, attaquent, il semble que leur ruée ne puisse être endiguée. La cavalerie, l'artillerie, l'aviation, les tanks et l'infanterie, conjuguent leur action, et l'art militaire qui émane de cette cohorte apparaît comme le symbole de la force voulant écraser l'infinitésimale faiblesse qui semble se dégrader du troupeau bigarré, coloré, tout semblable à celui de Valmy, et que forment les héros de la liberté.

Bataille homérique ! d'un côté 2.000, 3.000 hommes peut-être qui, dans une ruée sauvage, tentent d'écraser la poignée d'hommes qui leur barrent la route. Poignée ? oui, car ils ne sont que 190 sur un front de 7 kilomètres et il leur faut toute l'énergie résolution d'être animés par des sentiments surhumains pour arrêter l'élan de chair et d'acier qui force sur eux. Incroyable peut-être ? Vision de conte ou de légende, mais la résolution sublime, l'abnégation, le courage, l'héroïsme ont vaincu la cohorte haineuse des barbares modernes.

La déroute est semée chez les ennemis du peuple et de la liberté, le prix du sang est là aussi. Cinq des nôtres ont payé de leur vie l'amour de la fraternité. Parmi eux, la bonhomie, le courage, la foi, la sagesse, le dévouement, tous les sentiments purs de l'homme juste et sincère sont frappés à jamais en la personne de Cottin, Emile Cottin grand enfant et grand cœur. Bianchella, Barriados, commensal de Durruti, Lemère, et un petit soldat espagnol dont je ne me rappelle plus le nom. L'internationalisme pour la conquête du pain, de la paix, de la liberté. L'internationalisme dans la vie, l'internationalisme dans la mort, hélas ! a fait de ces hommes des héros, des martyrs. Leur sacrifice ne sera pas vain, la moisson germe, il ne restera plus qu'à moissonner.

R. MOURET.

DE LA COLONNE HILARIO

Ceux qui luttent pour la Liberté

Sastago, le 17 octobre. — Front d'Aragon. — En arrivant dans un village, où se trouve une colonne ou une partie de colonne, on est tout de suite frappé par la diversité des langues parlées par les miliciens. Voici des Allemands chassés de leurs foyers par le sanglant Hitler ; là, ce sont des Italiens depuis longtemps expulsés de chez eux par le dictateur noir ici, des Belges parlent avec des Suisses.

Toutes les races sont représentées ; tous ces luttent qui ont déjà combattu le fascisme dans leur propre pays sont venus ici, car ils ont senti que dans l'Espagne d'aujourd'hui se jouait le sort du prolétariat, en lutte contre la réaction sanglante des militaires assassins, de l'église oisive du capitalisme jouisseur.

Ces combattants ont tous la même aspiration, le même espoir au cœur : faire triompher la Liberté.

C'est là, sur le champ de bataille que l'on peut comprendre le vrai sens des mots : Solidarité Ouvrière. Ils sont venus offrir leur vie à leurs frères espagnols ; leur vie : c'est tout ce qu'ils possèdent. Ils luttent, prêts à vaincre ou à mourir, pour que le monde soit meilleur et plus juste pour ceux qui travaillent et qui n'ont rien.

Au front, pas de nationalité, pas de race ; il n'y a que des prolétaires, des ouvriers, épris d'une société où l'homme ne sera plus un esclave, mais où régnera enfin la liberté par la libre initiative individuelle.

Ce rêve devra devenir bientôt une réalité que nos frères espagnols pourront rendre concret, lorsque les suppôts du capital et de l'obscurantisme auront disparu de la Péninsule.

Tous n'ont qu'une seule pensée : la Liberté.

ARMAND AUBRION.

Comment ont été créées les milices

L'Organisation intérieure des milices

La grosse majorité des miliciens appartient à la C.N.T. et à la F.A.I. ou avaient répondu à l'appel de ces deux organisations. C'était le résultat logique de la position ferme et de l'action hardie de ces deux organisations.

Par la suite d'autres secteurs ouvriers formèrent des colonnes, le P.O.U.M., le P.S.U.C., certaines organisations démocratiques petites bourgeoises notamment. Mais en ce qui concerne la Catalogne principalement le pourcentage d'éléments anarchistes et anarcho-syndicalistes resta supérieur à celui des autres tendances, étant donné le départ régulier de nouvelles cohortes formées par la Confédération dans différents centres ouvriers catalans et des provinces du Levant. Tout au long du chemin des renforts venaient des villages et des hameaux grossir spontanément la colonne.

Quelle était la valeur militaire de ces combattants ? La réponse est facile si l'on sait que la moitié des hommes n'avaient aucune instruction militaire, une forte proportion d'entre eux manipulant un fusil pour la première fois. La partie la plus exercée était formée des soldats qui étant eux-mêmes démobilisés étaient rentrés dans les détachements ouvriers.

Les premiers jours de nombreux accidents dus à l'inhabileté des nouveaux miliciens coïncident des dizaines de blessés et de tués. Les cadres étaient quasi inexistantes : très peu d'officiers et de sous-officiers, très peu de spécialistes pour les armes automatiques et les canons, presque pas d'armuriers.

L'organisation des volontaires se fit aussi

simplement que possible, chaque groupe de cent hommes élut un délégué de centurie, chaque centurie se divisa en groupe de dix hommes désignant un délégué. Les Comités de colonnes étaient formés des militants ayant présidé à la formation de l'expédition et de quelques conseillers militaires.

Coordination

Dans les villages occupés un comité de guerre était créé formé généralement des délégués de centuries, d'un délégué politique représentant les organisations ouvrières et d'un ou de plusieurs militants locaux.

L'artillerie était le plus souvent dirigée par des officiers ou des miliciens connaissant le maniement des canons. Plus tard la liaison se fit avec l'aviation et des petits aérodromes furent organisés à proximité du front.

A côté de la partie « militaire », une série d'organes annexes furent créés : comités d'Abastos (ravitaillement, comité de contrôle des transports), etc.

Il fallut attendre plusieurs semaines avant que les différentes colonnes du front aragonais se misent en rapports réguliers et plus longtemps encore pour qu'un commandement unique fût institué.

A Barcelone, le comité central des milices antifascistes, formé de délégués des organisations syndicales et politiques, coordonnait tant bien que mal les initiatives générales, mais dispersées, des formations révolutionnaires.

La liaison avec Madrid était mal assurée et entravée par l'antagonisme entre le caractère démocratique bourgeois du gouvernement central et le contenu social et révolutionnaire des organisations catalanes.

CH. RIDEL.

(A suivre.)

Vers l'instauration du communisme libertaire en Catalogne

Les organisations ouvrières en Catalogne, de tendance anarchiste et marxiste — Confédération Nationale de Travail, Fédération Anarchiste Ibérique et Union Générale de Travailleurs, Partis marxistes — se sont mis d'accord pour procéder à la socialisation des moyens de production et d'échange.

Cet accord comporte notamment les points suivants :

1° Nationalisation des banques sous le contrôle des associations ouvrières, qui auront aussi désormais le contrôle de l'industrie privée catalane ;

2° Nationalisation de tous les moyens de production sans paiement d'indemnités spéciales, sauf lorsqu'il s'agit de maisons étrangères, lesquelles recevront un dédommagement correspondant exactement au montant du capital étranger investi dans lesdites entreprises ;

3° Contrôle municipal de la répartition de denrées alimentaires.

Les entreprises socialisées seront gérées par les syndicats. Aussi, les organisations ouvrières sanctionnent, par un accord, l'état de fait qu'elles avaient déjà imposé par la force, presque partout en Catalogne au lendemain de la victoire de 19 juillet. Les entreprises étrangères bénéficient d'une indemnité correspondant au montant du capital étranger investi.

L'importance de cette décision n'échappera pas à l'attention de la classe ouvrière mondiale. Les anarchistes qui représentent la majorité du prolétariat Catalan, n'ont pas hésité à faire appel aux organisations marxistes pour participer à l'édification de la vie nouvelle. Ceci étonnera les avocats sans cause qui ne voient que les organisations marxistes de toutes nuances. Pendant plus d'un demi-siècle, ces avocats ont crié à tous les carrefours électoraux, du monde, que les

anarchistes sont incapables d'organiser quoi que ce soit, que la classe ouvrière est incapable de gérer l'économie et que le seul salut réside dans le bulletin de vote. Que seuls, eux les avocats sans cause, sont capables d'organiser le monde nouveau. C'est par voie gouvernementale. Les partis marxistes ont ainsi entraîné le peuple d'illusion en illusion pour l'amener dans la période d'après guerre aux catastrophes les plus lamentables. Chaque fois que le prolétariat austro-allemand voulait imposer sa volonté en prenant la direction de l'économie en mains, les chefs marxistes ont usé de la persuasion et de la violence pour l'en dissuader.

Les résultats de cette haute tactique marxiste ne se firent pas attendre. Hitler est au pouvoir.

En Russie, inspiré de la même conception gouvernementale de la transformation sociale, Lénine liquida en 1921, la démocratie ouvrière pour instaurer le régime totalitaire du parti bolchevique. Ce régime arbitraire mit au monde Staline et sa clique. C'était inévitable.

Les anarchistes savent que la dictature, même quand elle est baptisée « dictature du prolétariat », mène inévitablement à la corruption de ceux qui la pratiquent à la perte pour le prolétariat de toutes les conquêtes révolutionnaires, à la création d'une nouvelle classe privilégiée. En Russie, les bolcheviques étaient une minorité en 1917, aujourd'hui ils le sont encore. Menés, ils ont démolis par la force, tout ce que la classe ouvrière avait comme patrimoine intellectuel et moral, tout ce qu'elle avait conquis arces à la main.

Les anarchistes sont majorités en Catalogne. Ils pourraient se prévaloir de leur nombre pour imposer leurs vues tant sur le ter-

rain économique, que politico-social. Ils pouvaient au nom du plus grand nombre instaurer un régime totalitaire, où, eux seuls, auraient le droit à la parole. Ils auraient pu, avec beaucoup plus de raison que l'Allemagne, interdire toute expression par la voie de la presse aux autres courants de l'opinion ouvrière et antifasciste. Ils ne l'ont pas fait et ils ne le feront pas. Les anarchistes n'aiment pas le mensonge que cherchent les politiciens de toute nuance. Selon eux, la classe ouvrière peut se gouverner elle-même, par la voie de ses propres organisations. Certes, la classe ouvrière peut se tromper. Elle est appelée à reconstruire le monde, sur des bases nouvelles. Les institutions sur lesquelles doit reposer l'édifice de la société sans-classes, sans exploités, sans exploités, ne se trouvent d'ailleurs dans aucun traité de sociologie. La classe ouvrière doit les chercher dans la vie même, dans la pratique quotidienne des rapports entre producteurs, entre égaux. Elle doit savoir les extraire, les perfectionner. Ce travail n'est possible que dans le respect mutuel des opinions de tous ceux qui acceptent le principe de l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le communisme libertaire n'est pas autre chose. Je dirai même qu'un autre communisme n'est pas possible. La liberté est condition sine qua non du communisme. Une seule chose est interdite dans la société communiste, c'est d'exploiter les autres, d'opprimer les faibles, de tromper les pauvres pour les mieux assujettir.

En Catalogne, nous ne sommes pas encore en société communiste libertaire, mais les bases essentielles commencent à être posées.

La défaite du fascisme amènera le progrès.

CHARLES ROBERT.

Solidarité pour les Combattants antifascistes

Allons, le mouvement paraît bien emporté. De tous côtés nous parviennent les dons et les encouragements pour l'œuvre de solidarité que nous avons entreprise en faveur des miliciens antifascistes d'Espagne.

Cette semaine encore, deux camions (l'un de 4 tonnes, l'autre de 2 tonnes) bondés de vivres, vêtements et médicaments sont par-

tis à destination des colonnes. Le premier, lundi, l'autre jeudi.

C'est là une preuve évidente que notre initiative a été comprise et chaudement approuvée par tous ceux qui aspirent au triomphe de nos frères en lutte.

Notre centre de la rue d'Alsée est, par moment, littéralement assiégé par les nombreux amis qui s'empressent pour apporter le maximum aux courageux luttés.

Mais notre intention est d'élargir encore le rayonnement de notre centre de ravitaillement et, par suite, son champ d'action. A cet effet nous venons d'éditer plusieurs centaines de milliers de tracts que nous tenons à la disposition des militants. Pas un meeting, pas une réunion corporative ne doit se tenir sans qu'une distribution de ces tracts n'ait été effectuée. C'est là un des moindres efforts que nous puissions demander aux uns et aux autres.

Nous sommes sûrs que personne ne voudra se refuser à faire connaître par ce moyen notre centre de ravitaillement et orienter vers lui toutes les bonnes volontés.

Ainsi que nous l'avons indiqué précédemment, des centres locaux de ravitaillement ont été constitués dans la banlieue parisienne et dans plusieurs villes de province. Des mandats ont été établis que nous délivrons aux camarades les plus dévoués voulant se charger de centraliser dans leur région les colis qui nous sont destinés.

Dans la tâche immense que nous nous sommes assignée, nous avons le droit de compter sur le concours effectif de tous les antifascistes, de tous ceux qui de près ou de loin suivent avec sympathie l'ardente bataille que mènent si vaillamment les forces de liberté et de justice sociale

Panorama hebdomadaire

Oviedo, Madrid, Barcelone, trois villes sur lesquelles repose actuellement tout l'avenir de l'Europe ouvrière, toute la paix, tout ce qui, plus ou moins, cristallise les concepts de progrès et d'humanité.

C'est dire avec quelle émotion on peut suivre les péripéties de la lutte qui se poursuit outre-Atlantique. L'espoir que nous avons formé, de voir les innombrables asturiens domptivement maîtres d'Oviedo descendre à travers la vieille Castille pour menacer Valladolid, occuper les troupes de Mola et desserrer l'étreinte fasciste qui se resserre sur Madrid, n'est pas complètement déçu. En effet, depuis deux semaines Oviedo est pris, perdu, puis repris. Le cercle qui l'entoure est parfois tendu et ouvert, mais il se défend et se retient avec une vigueur accrue. Et pour-tant, quel déploiement de forces pour écraser les redoutables mineurs asturiens ! Intérieurs en nombre, sans aviation, sans artillerie lourde, les miliciens combattent sans trêve, attaquant sans cesse et reprenant peu à peu des maisons, un quartier, un faubourg de la capitale des Asturies. Donc, de ce côté nulle raison d'être pessimiste. De même pour les provinces basques, Biscaye et Alava, où la situation ne s'est pas modifiée depuis trois semaines. Quant à l'immense de la chute de Bilbao, on préfère, chez les fascistes français et espagnols, ne plus en parler.

Quant à Madrid, évidemment sa position est devenue plus délicate. Les insurgés se rapprochent. La cavalerie du colonel « Monasterio » s'est approchée de Mostoles, qui se trouve à 10 kilomètres des faubourgs de Madrid. Mais cette pointe poussée en direction de la capitale ne visait qu'à un effet moral, au même titre que les raids d'avions qui peuvent jeter le désarroi et la panique dans la population d'une grande ville. L'effort recherché n'a pas été atteint et les miliciens passant à l'offensive ont repris quatre kilomètres de terrain progressant en direction de Navalcarnero dont ils ne sont plus qu'à mille mètres.

Admettons que Madrid soit encerclé totalement, assiégé et pris, on peut penser sans extravaguer que du point de vue psychologique la position des rebelles fascistes serait plus forte. Peut-être la reconnaissance officielle du gouvernement fasciste par l'Allemagne, l'Italie et le Portugal, viendrait-elle aggraver la carence du Comité de non-intervention. Reste la Catalogne, et là au moins la révolution espagnole occupe une position inexpugnable, d'où à l'abri des coups que le fascisme voudrait lui porter elle préparait la délivrance du reste de la péninsule ibérique, gémissant sous le joug du militarisme et du capital. Mauvais calcul, et le rôle que l'aggravation de la situation actuelle vient non seulement de l'insuffisance des armements, mais encore de ce que certains de nos bons camarades catalans n'ont pas voulu admettre que l'avenir de la révolution espagnole dépendait avant tout autre chose de l'issue des opérations militaires. La Catalogne est forte, très riche, industriellement, trop riche même pour qu'un gouvernement capitaliste, surtout fasciste, laisse échapper une proie aussi tentée. Aussi se confirme-t-il que, à bref délai, et plus rapidement encore qu'on pouvait le supposer, si Madrid succombe, une offensive de grande envergure va être déclenchée sur la Catalogne. Le plan des fascistes, Mola et Cie est le même, celui mis en vigueur en Guipuzcoa : couper les communications avec les pays frontaliers (la France en l'occurrence), établir un blocus naval, puis progresser à l'intérieur jusqu'à l'encercllement du dernier carré de résistance.

L'offensive serait déclenchée en Aragon et partirait de Jaca ; elle progresserait le long de la chaîne pyrénéenne jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de relations possibles entre la France et la Catalogne. D'autre part (et ceci est confirmé par l'œuvre du 27 octobre), quinze sous-marins allemands ont franchi le détroit de Gibraltar ; Majorque les fascistes italiens qui commencent les fascistes espagnols, attendent huit sous-marins fabriqués en Italie, lesquels porteraient les couleurs espagnoles, sont prêts à quitter leurs ports à destination des Baléares. Leur tâche serait d'empêcher le ravitaillement de la Catalogne et d'envoyer un véritable blocus. L'offensive paraît donc commencée le 3 ou le 4 novembre et paraît être préparée avec une hâte fébrile par les hommes de Franco. Déjà cinq avions de bombardement seraient prêts à seconder une attaque de surprise menée par un fort contingent d'infanterie.

Les fascistes ont compris qu'il fallait faire vite. Une certaine union politique et militaire réalisée en Catalogne, l'organisation en décollant pourraient leur être fatale. Et les Etats capitalistes, aussi bien une démocratie comme l'Angleterre que les dictatures allemande et italienne ne voient pas d'un bon œil la Catalogne s'installant définitivement dans un régime imprégné de communisme libertaire. De là cette passivité complète du Comité de Londres. De là cette audace des hitlériens et des mussoliniens. De là que l'U.R.S.S., qui peut-être apporte une aide effective aux Catalans (et en retirera certainement des avantages politiques) ne pourra rien faire de vraiment opérant en raison du torpillage qui menacera ses cargos et amènera une guerre qui vite deviendra mondiale. Seule la France, grâce à sa frontière commune, peut rétablir librement, effacement, sans risques de compromettre une paix si instable et si précaire, les relations commerciales portant sur les munitions, l'artillerie, l'aviation, indispensables pour que la Catalogne puisse continuer la lutte et assurer l'indépendance de son prolétariat. Laisserons-nous le gouvernement français continuer sa politique de lâcheté et d'abdication devant les bourgeois de la droite radicale, devant les amis et les collègues des Lerroux espagnols ?

Il suffirait d'un peu de fermeté pour que tout change.

A. MADIN.



POUR CEUX-CI QUI VERSENT LEUR SANG...



...APPORTEZ VOTRE APPUI MATERIEL

Ce n'est pas commode de remplir une salle comme le Vélodrome d'Hiver. Ce vaisseau gigantesque, long de plusieurs centaines de mètres, presque aussi large que haut, vertigineusement haut, sur ses fermes métalliques entrecroisées, est peu apte aux manifestations publiques de l'âme ouvrière.

Combien il convient mieux à sa destination naturelle, aux « événements » sportifs, quand il suffit d'y agréger les admirateurs du Muscle pendant les Six jours ou les grands matches de boxe !

En bien ! cependant, cette salle fantastique, ne fut pas trop grande pour contenir vendredi dernier les milliers et les milliers d'assistants qui étaient venus pour clamer leur volonté d'apporter une aide enfin effective à nos héroïques frères d'Espagne en lutte contre le fascisme.

Il n'était pas encore 19 heures que déjà des auditeurs impatients et précautionneux faisaient queue aux accès de la vaste nef. Et cependant qu'à l'intérieur nos militants s'affairaient aux tâches innombrables de l'organisation d'une telle manifestation, dehors le public grossissait à chaque minute.

Quand à 19 h. 30, les portes furent ou-



Une attitude de Magrina pendant son discours

Encouragements à poursuivre dans la même voie et nécessité aussi

(Suite de la première page)

Comment d'ailleurs aurions-nous pu envisager un tel ostracisme à l'égard de Jouhaux de la part de camarades qui firent demander à celui-ci un local dans une maison de la C.G.T. afin d'y installer le siège du Comité anarcho-sindicaliste. D'autant plus que nous n'ignorons pas que Pierre Bernard, secrétaire de l'A.I.T., avait écrit récemment à l'Internationale syndicale d'Amsterdam lui offrant une collaboration régulière dans une Commission paritaire.

Nous ne reprochons rien à Bernard si ce n'est d'avoir manqué de fermeté au cours de ces incidents, et de nous avoir laissés « condamner » le lendemain du beau meeting par des juges qui ont noms : Marchal, Voline, etc... (Voline, le pur Voline, qui demandait encore à Lecoq, il y a quelques mois, d'intervenir — pour un de ses amis en difficultés financières avec le Trésor — auprès d'un ministre de Laval).

Le Comité pour l'Espagne libre, fut donc appelé, comme vous le savez, devant le Congrès des Comités anarcho-sindicalistes, samedi 24 octobre. Ses militants, s'élevant bien au-dessus des ressentiments légitimes qu'ils pouvaient éprouver après tout ce que nous venons de vous raconter, firent toutes les concessions afin d'aboutir à une union étroite de tous les anarcho-sindicalistes, une union qui ne soit pas de façade.

Une fois de plus, nous rendons hommage à Bernard qui s'efforça, par une proposition raisonnable, de raccorder les deux tronçons de l'anarcho-sindicalisme et de faire cohabiter ensemble, dans une harmonie relative, le Comité anarcho-sindicaliste et le Comité pour l'Espagne libre.

Nos représentants acceptèrent sans réserve la proposition de Bernard. Mais celle-ci n'a pas été mise aux voix. Certains délégués auraient été gênés par la réponse. Alors, l'on vit cette chose inouïe, immonde au-dessus de tout : des « Congressistes » faire un procès de tendance à l'Union Anarchiste et exiger son exclusion des Comités anarcho-sindicalistes pour des « raisons » antérieures à la création desdits comités.

Les envoyés de l'Union Anarchiste, ceux du Comité pour l'Espagne libre n'acceptèrent point que le débat soit posé sous cet angle et quittèrent la séance. Nous avons appris depuis que l'U.A. avait été exclue pour avoir contracté certains accords circonstanciels, pour des campagnes nettement définies, avec certaines organisations révolutionnaires.

Tirons l'échelle après cela ! Et voilons-nous la face !

Mais que devient la défense de l'Espagne ouvrière dans tout cela ? Et que va faire le Comité pour l'Espagne libre ?

Voici notre réponse :

Tant que nos camarades anarchistes espagnols luttent là-bas, comme ils le font, avec le concours des socialistes, des communistes, des ugésistes, des républicains, nous persisterons, ici, à en appeler aux antifascistes de toutes nuances en vue de secourir, de secourir vite, et par les moyens les plus audacieux comme les plus extrêmes, un peuple qui souffre, qui saigne, qui meurt et qui risquerait d'être anéanti si nous n'y prenions garde !

LECOIN, ANDERSON, FAUCIER, LE MEILLOR, au nom du Comité pour l'Espagne libre.

Ce que fut l'immense manifestation

« NOTRE CAUSE, C'EST CELLE DU PEUPLE »

vertes, un premier flot massif envahit la piste centrale, et les pourtours qui rapidement furent couverts. Bientôt, devant l'afflux précipité des auditeurs, il fallut canaliser ce flot vers les étages supérieurs, jusqu'au dernier.

Aussi à 20 h. 30, quand la Cobia barcelonaise fit entendre ses premières exécutions la salle était-elle déjà plus qu'aux trois quarts comble.

LES ORATEURS

Douze orateurs ont pris la parole à ce meeting, présidé par Lecoq.

Douze orateurs que bien des divergences politiques, doctrinales, peuvent séparer mais qui sont profondément d'accord au moins sur ce point capital : que la solidarité vraiment efficace du prolétariat français en faveur du prolétariat espagnol doit être enfin une réalité vivante.

C'est le sens général que les orateurs, quelles que soient leurs tendances, donnèrent à leurs interventions.

« POUR DEFENDRE LA CLASSE OUVRIERE ESPAGNOLE »

C'est à José Trabal, délégué par la C. N. T. pour la Régionale de Catalogne qu'il appartient d'ouvrir ce magnifique meeting. Trabal va parler en espagnol.

Son discours, traduit aussitôt par Dalt, dira l'œuvre immense accomplie dans le domaine de l'édification d'une société nouvelle par et pour le prolétariat d'Espagne.

Cette œuvre va-t-elle être compromise, mise en péril parce que ce peuple n'aura pas les moyens matériels nécessaires à sa défense ?

Ce n'est pas possible ! Trabal avec des accents émouvants, montre la tâche surhumaine de nos frères d'Espagne. Les difficultés innombrables accumulées sous leurs pas !

A l'aide, clame-t-il, pour conclure en faveur de la classe ouvrière espagnole !

« NOUS LES AIDERONS »

En manifestant sa certitude dans le succès final des antifascistes espagnols, Léon Jouhaux voulut indiquer que pour l'instant n'est pas « de manifester nos sentiments personnels mais d'affirmer notre solidarité véritable ».

Face aux mensonges de la grande presse, qu'il stigmatise, Léon Jouhaux affirme que l'unité du mouvement révolutionnaire espagnol continuera après la victoire.

Défense d'abandon, et labeur constructif ensuite voilà pourquoi les antifascistes espagnols doivent vaincre.

Et le secrétaire général de la C. G. T. quitte la tribune sur ce mot d'ordre et aussi sur cet engagement : « que nous devons les aider sans aucune défaillance et sans aucune faiblesse et que nous les aiderons ».

« EN ESPAGNE, LE SYNDICALISME A CONQUIS DROIT DE CITE »

Mais ce labeur constructif qui doit mener l'instauration d'une société nouvelle, à base de liberté humaine et de justice sociale, les antifascistes espagnols l'ont mené conjointement et dès la première minute avec la défense antifasciste.

Notre ami Huart tient à la préciser. Il montre avec force que si en Catalogne notamment, nos camarades espagnols de la C. N. T. et de la F. A. I. ont pu à la fois réaliser et combattre, c'est parce que l'organisation syndicale a su conquérir droit de cité dans la vie collective. Le syndicalisme révolutionnaire espagnol a utilisé à fond « les facultés créatrices du prolétariat ».

L'unité qui s'est réalisée au-dessus des tendances, a été « une synthèse révolutionnaire ».

Aussi Huart a-t-il raison de dire que devant cet exemple qui jouera un rôle historique, le prolétariat français ne doit pas rester indifférent. Grande serait sa culpabilité s'il lui sa position à celle du gouvernement.

Le gouvernement, dit Huart, a le droit d'être neutre ; mais, alors que nos frères d'Espagne n'ont bien souvent que leurs poitrines à opposer aux fascistes, nous prolétaires français, « qui ne sommes pas le gouvernement » nous n'avons pas le droit d'être neutres, car ce n'est pas seulement leur salut qui est en jeu, mais c'est aussi le nôtre.

D'ailleurs, la question qui est posée en Espagne est bien celle-ci : « révolution ou contre-révolution. Les actes du fascisme espagnol se sont accompagnés de toutes les atrocités habituelles aux fascistes de tous les pays, comme l'aide qu'il a reçue d'Allemagne et d'Italie s'est accompagnée des tractations et marchandages habituels des impérialismes allemand, italien et même français.

« IL NOUS FAUT AIDER LE « MIRACLE » REVOLUTIONNAIRE »

Cet élargissement à l'échelle internationale de la bataille qui se déroule actuellement outre-Pyrénées les révolutionnaires de tous les pays l'ont si bien des les premières heures comprises que le groupe international qui combat sur le front d'Aragon a été un des premiers engagés à fond dans la lutte. Italiens, Allemands, Français, Russes, Bulgares, Scandinaves, Belges, Américains du Nord et du Sud sont venus offrir leurs bras, leur cœur, à la jeune révolution espagnole.

Ils ont combattu avec vaillance et déjà bien des vides ont été creusés dans leurs rangs.

C'est en leur nom que notre ami Ridet vient parler à la tribune.

— Est-il possible, demande-t-il, que le prolétariat français, qui a toujours montré un sens si vif de la solidarité internationale, laisse déposséder la révolution espagnole de ses conquêtes essentielles ?

Certes, il y a eu, au 19 juillet, le « miracle » révolutionnaire : un peuple dépourvu d'armes, des moyens les plus élémentaires de résistance, mettant en échec le fascisme et l'obligeant à la fuite. Il y a eu aussi le « miracle » d'un peuple tenu dans l'asservissement matériel, moral et intellectuel, brisant d'un seul coup avec les vieilles servitudes et organisant lui-même en même temps que sa défense armée, la société nouvelle sur des bases économiques enfin favorables aux producteurs.

Mais depuis, la situation s'est modifiée. L'événement, presque surhumain, n'a pu se prolonger éternellement. Aujourd'hui la disproportion des forces en présence est par trop favorable aux fascistes.

Alors ? va-t-on se contenter d'ordres du jour, si éloquentes qu'ils soient ?

« Ce n'est pas seulement de solidarité morale », que les combattants d'Espagne ont besoin, conclut Ridet, mais d'une « solidarité matérielle rapide », faute de quoi toutes les conquêtes de la révolution risquent d'être emportées au détriment de ces ouvriers, de ces paysans, qui ont enfin entrevu le terme de leur misère et de leur servitude.

« IL FAUT DES ARMES POUR L'ESPAGNE OUVRIERE »

Il appartient à notre ami Magrina, délégué de la F. A. I., d'exprimer cette angoisse, ce besoin vital de tout un peuple luttant avec un courage surhumain pour sa liberté : « Des armes pour l'Espagne ouvrière ».

Magrina s'exprime en catalan, mais le magnifique orateur qu'il est, par son dynamisme, sa puissance de conviction, semble communiquer sa pensée à la salle tout entière. Les syllabes chantantes du dialecte catalan traversent l'intelligence collective de cette foule qui devine sans s'y tromper le sens général de l'appel pathétique de l'orateur.

Une ovation formidable salue la péroraison que traduit tout de suite le camarade Dalt.

Mais Magrina n'a pas seulement clémé l'appel du peuple espagnol à ses frères de France, il a aussi dénoncé le jeu criminel des impérialismes qui ont fait de l'Espagne le champ clos des rivalités capitalistes. Magrina a ainsi montré que la F. A. I., savait voir clair dans le réseau serré des contradictions impérialistes.

« UN PROCES-VERBAL DE SUICIDE »

Mais voici que Ziromsky succède à la tribune à notre ami Magrina, Ziromsky, n'était pas inscrit au nombre des orateurs. Cependant il a tenu à venir affirmer sa position anti-neutraliste. « Il est urgent, dit-il, de lever le blocus ». D'autre part, les preuves surabondent de l'intervention directe des Etats fascistes en faveur de Franco et de ses acolytes.

Se plaçant sur le plan de la démocratie européenne il estime que celle-ci « signerait son procès-verbal de suicide » en laissant écraser l'Espagne antifasciste.

L'INTERVENTION DE MAVILA

C'est le tour de notre camarade Mavila délégué du Conseil d'Aragon d'expliquer la situation difficile dans laquelle les nôtres se trouvent en Espagne, dépourvus d'armes, de l'équipement le plus élémentaire. Il fait sentir à quel point ils attendent notre aide.

Enfin, il excuse Durruti et Garcia Oliver qui, au dernier moment, n'ont pu quitter la ligne de feu. Mais comment pourraient-ils être mieux excusés que par la lecture du message — qu'on a lu par ailleurs — que Durruti a chargé sa compagnie de venir lire à la tribune au prolétariat parisien ?

« UN ENTHOUSIASME CONSCIENT »

C'est de cette formule que le délégué de la généralité de Catalogne, Jaume Miravilles, qualifie le sentiment qui anime les combattants antifascistes d'Espagne.

Et Miravilles nous parle de la résolution farouche qui soutient la population madrilène, hommes et femmes, devant le péril militaire-fasciste. Non le fascisme ne triomphera pas en Espagne.

Mais il faut que cet « enthousiasme conscient » dont il a parlé, et qui se répercute en France même ne soit pas méconnu par les hommes qui ont la direction du prolétariat français.

« L'ACTION DIRECTE DE LA CLASSE OUVRIERE POUR L'ESPAGNE »

Enfin après qu'un délégué du groupe des J. E. U. N. E. S. Josse, fut venu apporter la solidarité de son organisation dont un des membres vient de tomber dans les combats autour de Ruesca, Lecoq donne la parole à Marceau Pivert, de la gauche révolutionnaire du parti socialiste.

Marceau Pivert veut d'abord saluer la mémoire de notre Cotin tombé en même temps qu'un camarade socialiste de sa section, Merlin. Puis il place tout de suite la question de la solidarité en faveur de l'Espagne révolutionnaire sur son véritable terrain : celui de l'action autonome de la classe ouvrière.

Aussi faut-il faire sans cesse la distinction entre ce qui appartient au prolétariat et ce qui appartient à la bourgeoisie. Mais, ainsi, on s'aperçoit combien il est vain de vouloir concilier le service de la révolution prolétarienne — comme celle qui se déroule en Espagne — avec le respect de la légalité bourgeoise.

Il faut donc aider l'Espagne révolutionnaire avec des moyens révolutionnaires.

— Etes-vous prêts, demande-t-il à la salle, à former ce secteur révolutionnaire dont la constitution dans la classe ouvrière française devient de plus en plus nécessaire ?

Et la salle, d'un seul cri vibrant et enthousiaste répond : Oui !

Mais un autre péril menace la défense de la révolution espagnole. C'est celui de la voir utiliser par l'impérialisme. Il ne faut pas que la situation internationale si tendue dans les jours que nous traversons, soit orientée vers la guerre impérialiste, comme certains tentent de le faire.

La révolution espagnole doit être le départ de la révolution internationale. Mais cet élan révolutionnaire ne doit pas être détourné de ses fins propres qui doivent servir au prolétariat.

Aussi Marceau Pivert conclut-il en préconisant, à l'exemple de l'Espagne, la constitution d'une puissante concentration de toutes les forces révolutionnaires. « Dans ce creuset, dit-il, chacun apportera son métal, et l'alliage qui en naîtra symbolisera la conscience révolutionnaire du prolétariat. »

C'est sur cette note que la puissante manifestation du 23 octobre se termine.

La Cobia de Barcelone, qui s'est fait entendre au début par des sardanes et des airs typiques du folklore catalan, termine maintenant par l'exécution de chants et d'hymnes révolutionnaires dont l'« Internationale ».

Il n'y a pas eu d'ordre du jour.

Lecoq a demandé à la salle de concrétiser sa pensée unanime par ce simple cri : des armes pour l'Espagne. Et d'une seule voix la salle a répondu, elle a clamé sa volonté :

OUI ! DES ARMES POUR L'ESPAGNE.

Maintenant, c'est fini. L'immense salle se vide lentement. A travers l'intense brouillard de fumée, d'haléine de quinze mille personnes, on voit peu à peu les gradins se dégarnir.

Autobus, métros sont pris d'assaut, cependant que des groupes dans les cafés environnants, dans les rues commentent longtemps encore le sens de cette puissante manifestation dont le Comité pour l'Espagne libre peut être fier.



José Mavilla qui a parlé au Vel' d'Hiv.

Une lettre de Sébastien FAURE

Pourquoi il n'a pu assister au meeting du Vel d'Hiv

Nous avions su que notre camarade Sébastien Faure avait été quelque peu souffrant et nous pensions que cela seulement l'avait empêché d'être à Paris pour prendre la parole à notre meeting.

Il y avait autre chose que Sébastien nous explique tout au long d'une gentille lettre dont nous n'avons pu donner lecture le 23 au soir puisqu'elle ne nous est parvenue que le 24.

La voici :

Barcelone, le 20 octobre 1936.

Mon cher Lecoq,

Je t'avais promis d'être de retour à Paris pour le meeting du 23 octobre au Vel' d'Hiv' et, quand je t'ai fait cette promesse, je pensais bien la tenir.

Mais l'homme propose... et la Révolution dispose.

J'ai déjà vu, constaté, contrôlé, vérifié à Barcelone, une foule de choses de la plus haute importance, du plus vif intérêt et de la plus profonde portée. Mais je n'ai pas tout vu, tant s'en faut !

Et ce qu'il me reste à voir, je ne puis vraiment pas quitter l'Espagne sans l'avoir vu, de mes yeux vu.

L'enquête que je poursuis en Catalogne n'est pas de celles qu'un homme de mon âge peut faire par tranches successives ; car il me faudrait supporter la fatigue écrasante de plusieurs voyages.

Je veux et, puisque je suis en Espagne, je dois pousser cette enquête, sinon jusqu'à son terme, du moins le plus loin possible.

De plus, un grand meeting est prévu pour le 23 octobre dans la plus vaste enceinte de Barcelone. J'ai déjà parlé de manche dans cette immense salle, en compagnie de nos camarades Berton, Emma Goldman, Berneri et de nos amis Espagnols. Elle était, malgré ses énormes proportions, pleine à craquer et les abords en étaient envahis par une foule encore plus considérable.

Nos amis pensent que la masse travailleuse sera plus dense encore le 23 courant et ils estiment que ma présence y est nécessaire.

Il faut, disent-ils, que j'y sois.

J'y serai.

Mais, alors, je ne pourrai pas être, le même jour, à Paris.

Veuille donc présenter mes excuses et transmettre à l'assemblée l'expression de mes regrets très vifs et très sincères.

Ce qui me console et me rassure c'est que les orateurs ne manqueront pas, vendredi, au Vel' d'Hiv' et que mon absence ne diminuera en rien la portée, l'intérêt et le retentissement de cette démonstration grandiose de l'ardente et fraternelle solidarité du prolétariat parisien à l'égard des travailleurs espagnols.

Le Paris révolutionnaire aura certainement l'occasion de récidiver.

D'autres meetings succéderont à celui-ci.

Alors, j'y serai. Sébastien Faure.

Pour la libération de l'Espagne ouvrière

Travailleurs du monde entier, l'horloge de l'histoire espagnole vient de sonner l'heure pour obtenir l'émancipation complète, définitive, de tous ceux qui avaient été enchaînés dans l'esclavage du travail exploité par l'odieuse bourgeoisie médiévale régnant depuis toujours en Espagne.

Toute une éternité de souffrances, de douleurs infinies est en train d'être liquidée avec un courage et une décision irréfutable : personne ne pourra arrêter la formidable volonté de liberté que le peuple travailleur espagnol défend les armes à la main.

Malgré les difficultés inouïes que nous éprouvons à nous ravitailler en armes dans des pays qui cependant, par raisons politiques, géographiques, ethniques et même par parenté idéologique, devraient nous aider sans réserves, nous conservons la certitude que nous vaincrons. La preuve cependant a été faite que nos ennemis étaient scandalement aidés par des Etats comme l'Allemagne ou l'Italie, qui ont trahi leur signature et violé cyniquement la neutralité qu'ils avaient acceptée.

Et pourtant, nous le répétons, les travailleurs intellectuels et manuels d'Espagne doivent vaincre. Mais en attendant, écoutez, travailleurs français. Quelques temps avant que ne soit déclenchée l'offensive du fascisme en Espagne, nous vivions, à peu près, dans la même incertitude que vous le faites aujourd'hui. Nous voyions grandir l'orage chaque jour, comme vous

autres le voyez à présent, d'une façon menaçante. Bien des fois dans les journaux et sur les tribunes nous avons dénoncé au gouvernement espagnol la nécessité de mettre fin aux provocations des factieux, pour ne pas leur donner le temps de commencer les premiers. Malheureusement pour tous, le gouvernement n'a pas voulu nous entendre : et maintenant c'est avec le sang des citoyens de toutes les tendances que nous payons toutes les erreurs gouvernementales.

Qu'on comprenne bien que toutes ces observations que nous faisons ici ne sont pas une critique pure et simple des agissements des gouvernements d'ailleurs. Notre dessein est plus élevé.

Nous voulons simplement mettre en garde les travailleurs des pays dits démocratiques, à la faveur de notre expérience propre, pour leur éviter de courir le risque que nous supportons aujourd'hui, après avoir perdu des milliers des nôtres dans la lutte.

Travailleurs français, belges, anglais, etc., citoyens d'esprit libre du monde entier, voyez notre exemple, suivez notre conseil : n'attendez pas que le fascisme commence la lutte pour l'écraser.

Si, en Espagne, le gouvernement avait laissé les organisations ouvrières accomplir leur rôle révolutionnaire historique, moins de sang aurait été versé et à l'heure actuelle, le fascisme n'existerait plus, et son prestige en Europe en aurait été fortement affaibli, on ne le verrait pas aujourd'hui dic-

ter avec tant d'orgueil au monde sa loi.

Aussi il vous faut frapper les premiers, si vous voulez que la victoire soit plus sûre et plus facile.

Et maintenant, nous nous adressons, non plus seulement à nos frères d'idées, mais à vous tous, républicains, libéraux et socialistes de toutes nuances pour que vous sachiez ceci : en Espagne, on a fusillé des gens pour le seul motif qu'ils avaient voté élections ils avaient donné leurs suffrages aux partis de gauche. Des milliers d'hommes et de femmes ont été abattus sans d'autre prétexte. Ce sont là les procédés courants du fascisme international. Soyez sûrs qu'un sort analogue vous attend, si vous avez la faiblesse de ne pas tirer un parti énergique de la douloureuse expérience que nous traversons.

Camarades du monde entier, ce n'est pas seulement pour vous demander votre solidarité de classe que nous nous tournons vers vous, mais c'est aussi pour vous voir prêts à agir énergiquement contre votre propre fascisme, qui vous portera les premiers coups, si vous ne les lui portez vous-mêmes.

Agissez vite, dans l'intérêt de l'humanité et pour économiser des vies humaines.

Au nom du progrès et de la civilisation humaine, à la lutte tous et vive la liberté !

JOSE MAVILLA.

Membre du Conseil général de Défense de l'Aragon.

Où va la Belgique ?

La vie est devenue en général beaucoup plus internationaliste que les esprits humains. Les événements ayant lieu sur un bout de la terre se répètent avec une rapidité extraordinaire sur l'autre bout. Il suffit de citer le fait que les occupations des usines en France ont trouvé tout de suite leur écho dans la vie quotidienne japonaise.

Si cela est vrai, combien attentifs devons-nous être par rapport aux événements se déroulant en Belgique, notre voisine la plus proche, liée avec nous par des liens de la langue et de la culture.

Or, la Belgique marche vers le fascisme. La crise mondiale dont ce pays a été particulièrement atteint, vu son caractère essentiellement industriel, le caractère spécialement réformiste du P. O. B. groupant de larges masses laborieuses, et enfin les deux années d'Union sacrée ont contribué à ce que la Belgique est à l'heure actuelle à la veille d'une catastrophe politique et sociale.

Il fut un temps où on pouvait espérer que les dirigeants du P. O. B. trouveraient du courage pour une sorte d'auto-critique. C'était immédiatement après l'arrivée de Hitler au pouvoir. On aurait pu croire à ce moment que par mesure d'auto-défense les bonzes ne freineraient pas de trop les jeunes forces ouvrières, qu'ils réviseraient ne fut-ce qu'un peu leur tactique qui était jusqu'alors analogue à celle de la social-démocratie allemande.

En effet, il se formait à cette époque au sein du P. O. B. un esprit gauchiste voulant rompre avec la traditionnelle tactique du réformisme et d'Union sacrée.

Mais la réalité a montré que la direction du P. O. B. était trop enfoncée dans le capitalisme et par conséquent orgueilleusement incapable de réviser sa tactique.

Pour rompre l'élan révolutionnaire dans le pays elle avait lancé le Plan de Man, espèce de plan de construction du socialisme dans un seul pays. Cette manœuvre ayant réussi, elle avait saisi la première occasion pour entrer au gouvernement d'Union sacrée. Dès lors elle suit toutes les étapes mortelles de la social-démocratie allemande.

Cependant la situation politique à l'intérieur de la Belgique n'est pas analogue à celle d'Allemagne d'avant Hitler, il y manque cet esprit de revanche qui a tellement contribué à l'arrivée de Hitler au pouvoir.

Par contre on y trouve des analogies avec la situation autrichienne d'avant 1934. Ainsi, en Belgique on a vu plusieurs groupements fascistes. Ce fut tout d'abord la Légion Nationale qui groupait surtout la bourgeoisie de la partie wallonne du pays. Mais la Légion n'était pas si pro-flamande, ni pro-catholique et ses chances de succès étaient par conséquent très limitées.

Les nationalistes flamands étaient par contre trop « flaminguants » pour trouver écho dans les contrées wallonnes. Il a fallu un mouvement qui puisse se maintenir au-dessus de querelles nationalistes. En effet Rex, au début fascisme à caractère essentiellement catholique, avait pu grouper des forces fascistes flamandes et wallonnes parce que toutes les deux catholiques.

Cependant, quand les socialistes sont entrés au gouvernement Van Zeeland en 1934, Rex était à peu près inconnu. A cette époque, les gars du P. O. B. ayant repris courage disaient que le caractère belge n'admettait pas le fascisme, qu'il fallait être boche pour accepter un régime à la Hitler. Et on peut affirmer sans crainte d'exagération que c'est grâce à la politique néfaste du gouvernement de Renovation Nationale que Rex a pris définitivement pied, et lors des élections 1936 avait remporté le premier grand succès. Les pertes socialistes étaient tellement considérables que Van Zeeland, catholique et homme de la haute finance belge, avait eu l'intention de se passer des socialistes au gouvernement.

Mais à ce moment la vague des occupations en France avait contribué à un formidable mouvement gréviste en Belgique également et c'est cette réaction ouvrière qui avait arrêté les intentions de Van Zeeland.

Rex aussi se trouvait désarmé devant ces grèves et il aurait suffi à ce moment d'un approfondissement du mouvement pour nettoyer le terrain de la mauvaise herbe fasciste.

Qu'a fait le P. O. B. à ce moment ? Il

freinait tant qu'il pouvait, il criait la victoire avant que celle-ci fût arrachée, et il a réussi à briser le mouvement quand il était à mi-chemin.

Viennent les événements espagnols et à leur faveur le fascisme rexiste ressuscite. Ainsi que le fascisme espagnol il est soutenu non seulement par les finances du pays, mais aussi par le fascisme international et en premier lieu par Hitler. Suivant les ordres de celui-ci il fait alliance avec les nationalistes flamands avec qui il avait des divergences d'ordre nationaliste, Rex étant pour une Belgique unie, les nationalistes flamands, par contre, étant partisans de la formation de la Grande Neerlande sous la forme d'un Etat thiois.

Citons le programme sur lequel les deux groupements fascistes ont fondé leur alliance (d'après De Schelde, journal nationaliste flamand) :

« Rex veut l'organisation corporative de la société. Les nationalistes flamands également. Rex veut un Etat autoritaire. Les nationalistes flamands également. Rex veut la Belgique en dehors de toute guerre. Les nationalistes flamands également. Rex est méfiant à l'égard de l'impérialisme de la politique française. Les nationalistes flamands également. Rex ne veut rien attendre d'un accord militaire franco-belge. Les nationalistes flamands également. Rex a des sympathies pour l'Allemagne nouvelle nationale-socialiste. Les nationalistes flamands également. Rex se trouve aux côtés des nationalistes (insurgés) espagnols contre les canailles rouges du gouvernement de Madrid. Les nationalistes flamands également. Rex veut à poing de fer rendre inoffensif tout ce qui est marxiste, tout ce qui est rouge. Les nationalistes flamands également ».

On peut affirmer que c'est à ce programme fasciste qu'a obéi le nouveau tournant de la politique extérieure belge. Nous ne voulons pas dire par cela qu'au point de vue ouvrier il y a intérêt que la Belgique reste plutôt alliée à la France. Adversaires de la défense nationale, l'orientation diplomatique belge nous laisse complètement indifférent. Mais il faut comprendre que si la politique extérieure du gouvernement Van Zeeland est dictée par le programme fasciste, la politique intérieure ne le sera pas moins. Et cela est l'essentiel dans la question envisagée.

Peut-on et va-t-on résister au fascisme en Belgique ? Nous disons que la seule chance de résister au fascisme en Belgi-

que comme ailleurs, réside dans les soulèvements ouvriers analogues à ceux du mois de juin dernier. Mais le gouvernement belge qui veut prendre l'air de se défendre contre Rex, base cette défense sur un tout autre principe. Ainsi Spaak, se trouvant à la queue de la politique Van Zeelandiste, dit à ce sujet : « Le gouvernement prend la tête du combat, il peut réaliser dans un monde en pleine transformation, une solution belge. Un grand mouvement sur les idées essentielles doit être entrepris. Mais précisément par ce que c'est un mouvement d'union, de rassemblement, il doit être conduit non par des éléments extrémistes, mais par des éléments de centre vers lesquels la concentration est seule possible ».

Van Zeeland a visiblement l'intention de jouer le rôle de Dolfuss. Il aura l'air de lutter contre Rex, tout en luttant en réalité contre la classe ouvrière belge. Et quand celle-ci sera écrasée il tentera d'installer un fascisme à lui, aussi catholique que celui de Rex, dont il diffère seulement par la tactique.

Quant aux dirigeants du P. O. B., après avoir écrit qu'ils répudiaient la violence, quand les ouvriers de Seraing ont résisté armés à la main aux provocations rexistes, ils continuent actuellement la même tactique. « Le P. O. B. restera fidèle à sa longue tradition d'ordre, de calme et de sang-froid. Il fait confiance au gouvernement pour assurer l'ordre et appliquer la judicieuse et énergique décision qu'il a prise contre ceux qui ne pouvaient atteindre leur but par des voies légales. » (Peuple du 24 octobre).

Cependant l'histoire sera sévère à l'égard de ceux qui au moment le plus grave pour le prolétariat, le laisse consciencieusement désarmé devant l'ennemi.

I. MILITCH.

NOTE

DU SECRETAIRE DE REDACTION

Etant donné l'abondance de la copie qui nous parvient et les nécessités techniques formelles qu'impliquent la confection et la mise en pages du journal, aucune insertion, QUELLE QU'ELLE SOIT, ne pourra être garantie qui parviendra au journal après le mardi soir.

Le Secrétaire de la Rédaction,
L. ANDER.

APRÈS LE CONGRÈS RADICAL

Marianne et ses "Messieurs"

La vieille Marianne atteint bientôt 66 ans. Cette presque septuagénnaire n'a pas, cependant, renoncé à plaire. Et, pourquoï le nier, le nombre de ses galants n'a pas diminué.

Il faut dire qu'elle se surveille beaucoup. L'an passé, elle a fait une cure de rajeunissement.

Comme ces vieilles cabotines usées, elle s'est fait recréer la façade, émailler les bajoues, remonter la peau flasque de ses paupières.

C'est le Front populaire qui a accompli cette brillante opération.

Un peu de rouge aux lèvres, aux joues et beaucoup de poudre aux yeux, et voilà notre vieille qui fait encore des touches.

Un tas de jeunes gars séduits, qui la délaissaient, se sont pris d'une passion soudaine pour Marianne.

Tant de voix fraîches qui « reprenaient » la Marsaillaise, qui chantaient le los de la Patrie, et qui s'essayaient à ressembler aux amis barbus et déroulés de son jeune âge, cela la rajeunissait, Ma-



rienne recevait. De nouveau la République était belle... malgré l'empire intact du capitalisme.

Seulement, le bégyn ne semble pas vouloir durer très longtemps.

Marianne soupire après ses anciennes amours, après les messieurs sérieux qui, eux, à défaut d'autre chose, ont des situations sérieuses et du fric.

Le congrès radical, où si nombreux sont ses vieux adhérents, vient de lui faire comprendre que le moment était passé des passions qui ne sont plus, ni de son âge, ni de son tempérament.

On lui accorde encore un petit surris.

Mais à condition qu'elle n'essaie pas et que son jeune et impétueux ami Populo n'abuse pas, lui non plus, de la situation, en piétinant les platitudes-bandes, en abîmant les clôtures de la Propriété.

Plus d'occupation d'usines, plus de grèves, respect de la propriété et des propriétaires.

Fuite de quoi, Marianne se verra couper les vivres. (Illustration de MORAS.)

Mensonges impérialistes

Les déclarations que le comte Ciano a faites à la presse et qui complètent le communiqué officiel publié à l'issue de son entrevue avec Hitler ne contiennent rien qui puissent émouvoir, au moins apparemment. Concernant la question espagnole — et pour nous en tenir à cet aspect des négociations — le ministre italien des Affaires étrangères a fait un éloge assez anodin du général Franco qui est, paraît-il, « soutenu par la volonté ferme du peuple espagnol ». Il a ensuite confirmé l'adhésion de l'Italie au pacte international de non-immixtion. Enfin, il a formulé des vœux pour que l'Espagne reprenne, dans l'intégrité de son territoire national et colonial, la place qui lui est acquise dans le concert des Etats européens.

Ces déclarations appellent quelques commentaires. Sur leur ton, d'abord. On s'attendait à de sensationnelles fulminations contre les marxistes (sic) de Madrid et de Barcelone, à tout le moins on voulait que les négociateurs proclament leur intention de reconnaître le gouvernement du général Franco, dès que Madrid serait prise (car on n'hésite pas, dans certains milieux, à vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué), et l'on doit se contenter d'un assez piètre communiqué, d'ailleurs unilatéral. Nos journaux fascistes dissimulent mal leur désappointement. Pour nous, nous y voyons une habileté. Il convient, en effet, dans un moment où les affaires d'Espagne menacent de tourner à la guerre internationale, que les gouvernements italien et allemand donnent au monde l'impression de jouer franc jeu, jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au déclenchement des actes décisifs.

Le passage de la déclaration touchant la non-immixtion concourt au même but. Sans doute personne ne doute que les gouvernements allemand et italien favorisent secrètement, par des envois de matériel de guerre, les généraux factieux. C'est ainsi, pour n'en prendre qu'un exemple, que le comité de Londres a relevé, le 7 octobre, le débarquement à Palma de Majorque, de trois avions italiens. Il est bien évident que

cette expédition d'importance ne s'est pas faite sans l'aveu du gouvernement italien. Cependant, celui-ci feint de garder une stricte neutralité tant il est vrai que le mensonge est ici nécessaire.

Quant aux arrangements qui lient Franco et les gouvernements fascistes, on ne serait fixé sur leur teneur qu'au cas d'une victoire des rebelles. Mais il est extrêmement important, pour rassurer l'Angleterre et la maintenir dans le rôle qu'elle a inauguré en empêchant le gouvernement français d'intervenir en faveur de Madrid, de proclamer à la face du monde qu'on ne médite point une modification, au profit de l'Italie ou de l'Allemagne, du statut méditerranéen. Il sera toujours temps de dévoiler la vérité quand les événements décisifs se seront produits et auront changé le rapport des forces en présence.

Mentez, mentez toujours. Telle est la devise de la diplomatie capitaliste. Derrière les grands mots des personnages officiels occupés à se justifier, il faut apercevoir le jeu subtil de l'impérialisme cherchant à réunir les conditions d'une bonne guerre. Il n'est point d'exceptions à cette règle. On a vu la semaine dernière comment la diplomatie stalinienne s'entendait à travailler l'opinion en sa faveur par des moyens analogues. En protestant contre des violations trop certaines de la neutralité et en menaçant de se retirer du Comité de non-intervention, elle se donnait les apparences d'une protectrice des révolutionnaires espagnols tandis qu'elle ne visait en réalité qu'à renforcer ses positions diplomatiques en agissant sur l'opinion française et en donnant ainsi plus d'efficacité éventuelle au pacte franco-soviétique.

Le mot d'ordre, dans de pareilles conjonctures, est de se méfier de tous les gouvernements, y compris le nôtre, afin qu'à aucun prix l'Espagne révolutionnaire, celle que nous voulons sauver à tout prix, ne soit le prétexte ou l'enjeu des compétitions impérialistes. Trop d'appétits se découvrent en dépit des attitudes juridiquement impeccables. Plus que jamais, montons la garde.

LASHORTES.

L'assassinat de Slavtcho Gheorghieff

A l'encontre des dictatures fascistes et national-socialistes qui sont apparemment soutenues par les peuples, la dictature en Bulgarie n'a pas réussi à se créer une base populaire. Les « dictateurs » bulgares, plus éphémères, les uns que les autres, vivent au milieu de l'hostilité générale de la population désarmée.

La Bulgarie, malgré le régime autoritaire subit les contre-coups de la crise politique et sociale que traverse l'Europe.

Les dictateurs s'entendent les uns après les autres avec une vitesse record.

Le Gouvernement actuel est présidé par une créature du roi Boris. Le roi Boris, que les révolutionnaires ont surnommé le « Dément », a réussi à briser l'opposition dans les cercles militaires dont le représentant typique était le chef fasciste Danau Velchev. Aujourd'hui, le roi est le véritable dictateur dans le pays. Sa popularité, déjà précaire, diminue de plus en plus. Il sent que le sort d'Alphonse XIII le gâche; il manœuvre pour rejeter cette responsabilité sur d'autres facteurs politiques.

Le départ de deux ministres, qui appartiennent au groupe fasciste du ministre Zankoff, démontre à quel point les contradictions et les luttes internes ont miné le régime.

La violence des conflits sociaux, dont l'exemple, la vie typique est la dernière grève des ouvriers du tabac est assez significative. Les événements d'Espagne, malgré les fausses nouvelles de la presse bourgeoise, sont suivis avec beaucoup d'intérêt par les travailleurs bulgares. Les anarchistes ont fait paraître des bulletins clandestins relatant la lutte de nos vaillants frères ibériques.

Des arrestations n'ont pas tardé, accompagnées des violences chères aux sadiques qui séjournent à la Strela.

Notre jeune camarade Slavtcho Gheorghieff, arrêté à Hasovo, pour avoir distribué de la littérature illégale, a été assassiné à la prison de cette ville le 16 octobre dernier. Pour sauver les apparences, la police prétend qu'il s'est jeté par la fenêtre et s'est tué.

Les anarchistes le vengeront.

PAIN DE SOLDAT (I)

par Henry POULAILLE

(Suite)
C'était là ! Un mince boyau qui tentait à remplacer la tranchée qu'il longeait. Des jours entiers, le pillage l'avait culbuté sur presque toute sa longueur.

— La garde est venue jusque-là... l'paraît, dit Brau.

— Ah ! et ils ont payé dur dans le coin.

— Taisez-vous, dit l'adjudant, même les chuchotements peuvent s'entendre. Suivez.

On s'enfonça dans le boyau, on croisa des petits postes.

— La relève ?

— Non...

— On crèvera là, alors !

— On en a marre !

— T'es d'Paris ? fit Magneux.

— Oui... mais est-ce qu'on reverra Paris ?

— J'espère...

— Taisez-vous ; voyons...

Après quelques minutes de marche, on stoppa.

— Organisez-vous.

Brau qui était près de Julonnet fit passer l'ordre.

— C'est là qu'on va rester ? demanda une voix tremblotante.

— Parait que oui...

— Posez le sac... faudra travailler dur.

Brau avait déjà l'outil en main et il cognait ferme dans la terre.

— Tu parles d'un boulot avec des outils comme ça. Comme si on pouvait pas en avoir des vrais !...

— Ah ! oui ! Et ici surtout, où l'faudrait ré-

monter tout le terrain.

— Tu parles d'un coin, murmurait-il, en replochant avec rage. Parait que les gars en deuxième ligne remontent à pas même vingt par compagnie. Des blessés en masse, ce matin...

— L'ont laissé du monde aussi, j'ai vu tout à l'heure, c'est plein de macchabées.

Les équipes s'étaient formées un peu à la diable. On s'était mis entre copains. Il en était résulté que les vieux étaient avec les vieux, les bleus avec les bleus. Il se trouvait ainsi des équipes actives et d'autres qui l'étaient beaucoup moins. Chérouze et Frémont s'en aperçurent et allèrent vers les jeunes d'un commun accord.

— Ça ne va pas beaucoup, on dirait !

— Oh non ! avoua l'un des jeunes.

Quand on leur avait dit : organisez-vous, ils avaient fait suivre l'ordre, mais ils n'avaient pas l'air de l'avoir compris.

Chérouze prit sa pelle et leur montra comment ils devaient s'y prendre. Faut l'approfondir d'abord ce tracé, après vous élargissez...

Il restaient hébétés, inconscients.

Le sergent parut.

— Allez, creusez, ici ça chie, c'est l'habitude.

Tout autour les pelles et les pioches allaient bon train. Les bleus aussi faisaient bien leur possible mais ils avaient des arrêts fréquents, peu experts qu'ils étaient à manier l'outil.

— Dérangez-vous ! reprenait le sous-off.

Ça a bardé dur, il faudra être garantis au petit jour. Heureusement que c'est le calme

Un peu plus loin, tout un long morceau de boyau était encombré de corps rigides et noirs.

— Pour pas être comme ceux-là... mettez-y-en !

Une immense puanteur régnait. La chaleur torride de la journée avait putréfié les cadavres. L'odeur infecte prenait à la gorge, aux narines.

Durtin portait de temps en temps à ses lèvres un flacon d'alcool de menthe. Le parfum léger annihilait durant une seconde l'empoisonnante haleine des morts, une seconde seulement, le vent qui soufflait dissipait vite le léger nuage menthé, la puanteur alors reprenait de plus belle.

— Ah ! c'est pas mal pour un début ! disait Mouchel.

Le voisinage des morts n'agréait pas beaucoup aux nouveaux venus et quelques mètres plus loin ils étaient une demi-douzaine qui, plutôt de se creuser dans le tracé que des corps clamaient, tentaient de le faire obliquer. Ainsi, ils n'auraient pas à déranger leurs occupants immobiles, mais ce n'était pas pour gagner du temps.

L'adjudant quand il revint s'aperçut que les travaux de ce côté n'avançaient pas du tout, il comprit la manœuvre illogique des bleus et il s'emporta :

— Nom de Dieu ! vous êtes fous ! Quoi, enlevez-moi ça !

D'un geste, il désignait les cadavres qui reposaient l'un sur l'autre. Mais personne ne se proposait. Tous se regardaient. Ils étaient six jeunes, six de ses récupérés : Weil, Magneux, Moncet, Berliet, Durtin, Mouchel.

Tous les six ils avaient comme peur de toucher à ces masses inertes.

Le gradé se radoucit.

— Faut vous faire une raison, dit-il. Enlevez ces macchabées et vous avez la moitié de votre tâche de faite... nom de nom ! et

la terre ici ; surtout la croûte... plus on creuse mieux ça va... Allons ! Plus tard vous ne serez pas si dégoutés. Vous vous abriteriez plutôt derrière les macchabés sans qu'on vous le dise... Vous vous foutez même dessous pour qu'il vous servent de boucliers.

Mais ces paroles n'étaient guère faites pour leur donner du cœur. A ce moment, le sergent Despiéds, qui cherchait l'adjudant, les engueula à son tour.

— Dans quelques jours, si on reste ici, il y'en viroient d'autres. Moi aussi, j'eus peur et première fois, maintenant j'm'en sers au b'soin d'macchabées pour m'enlever mon parapet. L'ois dernière, par là, vers la gauche, dans un boyau pris d'enfilade y avait un macchabé d'vint moi, et j'entendais les balles qui s'faient clac, dans l'viande ! Mieux valait celle-là qu'l'mienne.

Deux des gosses tentèrent de surmonter leur dégoût. La sensation de rigidité des muscles les fit se rejeter en arrière.

— Nom de Dieu, faut qu'on les débarrasse ces « macchabés » ! Foutez ça plus loin ! Enl'vez ça, mauvaises têtes ! Si faut vous punir.

— Si vous voulez, dit Magneux. On n'est pas des Pompes Funèbres !

Cela était dit sans ironie, mais le sergent avait le gars à l'œil.

— Ça s'rait suffisant pour faire un motif ! S'pas m'n'adjudant ?

Celui-ci restait perplexe. Il ne pouvait tout de même pas obliger ces pauvres diables à se faire croque-morts. N'était-ce pas trop leur demander pour la première fois ? Il ne répondit pas. Despiéds continuait à bougonner.

— Allez ouste !

— Vous croyez qu'on a déjà tant d'cœur à l'ouvrage ? fit Weil.

— Ah oui ! y'promettez pour l'ouvrage ! On p'rra compter sur vous...

— C'est déjà pas mal qu'on ait à creuser

Julonnet alla chercher des anciens pour les aider. Il entraîna le sergent.

— Ah ! s'écrièrent des macchabées ! Ils n'ont pas fini d'en voir.

A trois ils eurent tôt fait de libérer le boyau de ses indésirables locataires.

— V'là les gars, allez-y maintenant.

— Merci, dirent-ils.

Alors les pioches et les pelles fouillèrent la terre. Ils lançaient vers les gosses de tout à l'heure les pelletées qu'ils en tiraient.

Quand un peu plus tard les deux gars reparurent, la terre recouvrait à peu près totalement les cinq corps raidis.

Le calme durait toujours.

Plus un coup de fusil, les mitrailleuses ne tiraient plus non plus. Pas une fusée même.

La mort a passé dans le secteur et s'y est gavée.

La fatigue leur a coupé les bras à tous.

— Tant mieux ! déclarait Chérouze.

Vers la fin de la nuit, Brau qui avait fini de creuser son coin semblait chercher quelque chose devant le bout de boyau des bleus.

Comme ils le regardaient, il les interpella.

— Où qu'il sont les macchabées ?

— Là... où tu es !... Là-dessous.

— Là-dessous ! Ah ! les ballots ! L'z'avaient peut-être des trucs sur eux... Sacrés ballots, va !

Il bougonna en se renfonçant dans le noir.

Le vampire du plateau de Californie, dit Weil. Ça a l'air d'un drôle de gars, ce Brau.

— Qu'est-ce qu'il voulait faire, demandait Durtin ?

— Les voler, pardi !

— Les voler ? reprit le gosse, les voler ? Ce n'est pas bien, non ce n'est pas bien.

— Qu'est-ce qui est bien dans la guerre ?

Peux-tu nous le dire, fit Magneux.

— C'est vrai... connaît Durtin, mais tout

VOIR CLAIR POUR AIDER NOS FRÈRES D'ESPAGNE

La Révolution espagnole et l'impérialisme (1)

L'analyse des rapports de la révolution espagnole et de l'impérialisme nous avait amené à situer le problème dans la réalité économique et sociale de notre époque : en fonction de la nature de classe des grands États européens et de leur concurrence sur le marché espagnol d'une part, et, d'autre part, en fonction de leur lutte pour l'hégémonie et des combinaisons diplomatiques qui en résultent.

Cette méthode nous avait conduit à dénoncer d'emblée le mythe du conflit entre démocratie et dictature, grâce auquel l'impérialisme s'efforce de gagner les masses à une nouvelle guerre et à l'aide duquel nos nationaux-communistes et nos sociaux-patriotes détournent, au profit des antagonismes impérialistes, la solidarité prolétarienne envers la révolution espagnole.

Après avoir montré qu'au point de vue économique et financier, les impérialismes européens — qu'ils fussent démocratiques ou autoritaires — n'avaient aucune raison d'aider à la victoire de la révolution en Espagne, nous soulignons par contre, pour finir, qu'au point de vue militaire la France et l'Angleterre, contrairement à l'Allemagne et à l'Italie, avaient tout intérêt à la défaite de Franco.

**

Il en résultait, en ce qui concernait l'Allemagne et l'Italie, que l'intérêt économique et financier jouait dans le même sens que l'intérêt militaire pour une solidarité totale avec la contre-révolution espagnole, tandis qu'ils s'avéraient contradictoires en Angleterre comme en France et imprimaient ainsi aux réactions de ces dernières un caractère passif ou hésitant.

Projeté enfin dans le plan politique, cette opposition entre les deux tandems impérialistes jouait internationalement à plein sous les apparences du conflit des deux « mystiques » démocratique et autoritaire. Mais, en Angleterre et en France, impérialismes démocratiques, la contradiction, particulière à ces deux pays, entre intérêts militaires et intérêts économiques et financiers en Espagne, se projetait également dans la politique intérieure et affectait gravement le comportement gouvernemental.

En Angleterre, la détente relative de la crise, la présence au pouvoir d'un gouvernement conservateur, le loyalisme impérialiste conscient de l'opinion ouvrière, tout concourait à atténuer cette contradiction et à la résoudre, au moins temporairement, dans une neutralité plus ou moins humanitaire.

En France, au contraire, cette contradiction, aiguë déjà par la proximité de l'Espagne, la tension de la lutte de classe et la victoire électorale du Front populaire, s'exagérait grâce à la liberté démocratique d'opposition et battait en brèche l'interventionnisme limité du gouvernement.

L'interventionnisme de l'Allemagne et de l'Italie en faveur des généraux, abstention anglaise, intervention hésitante de la France en faveur du Front populaire, le tableau des réactions impérialistes particulières devant les événements d'Espagne ne serait pas complet sans celles de la Russie.

Contrairement à ce qui se passait pour l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Italie, les événements d'Espagne n'intéressaient guère la Russie.

Au point de vue économique, l'impérialisme russe, rejeté en Asie où il exploite de la façon barbare que l'on sait d'immenses territoires semi-coloniaux hérités du tsarisme, n'avait en Espagne que des intérêts négligeables.

Financièrement, le capitalisme d'Etat soviétique est trop pauvre et son marché national trop vaste et trop peu industrialisé pour qu'il ait intérêt à exporter ou à investir des capitaux à l'étranger.

Militairement, l'Espagne ne présentait pour lui aucun intérêt direct.

Enfin, au point de vue politique, seul aspect important de l'expansion impérialiste russe en Europe occidentale, l'Espagne n'était pour la Russie qu'une position secondaire.

Dans cette terre d'élection de l'anarchosyndicalisme, la III^e Internationale, même au temps lointain où elle était communiste, n'avait pu rallier à elle la fraction révolutionnaire du prolétariat. Par la suite, sa dégénérescence vertigineuse dans les mains de l'Etat soi-disant soviétique n'avait fait que creuser le fossé. En dépit des efforts déployés par la bureaucratie stalinienne en Espagne, au cours de ces dernières années, pour sauver la face aux yeux des communistes français et surtout pour se ménager le concours de la bourgeoisie espagnole dans sa politique antiallemande, l'influence russe en Espagne était restée très faible.

Bref, d'une manière, l'impérialisme russe n'avait d'intérêt à apporter à la révolution espagnole une aide susceptible de favoriser ses ennemis déclarés de la C.N.T. et de la F.A.I. et surtout de brouiller son jeu diplomatique à Genève, à Paris et à Londres.

Telle l'Angleterre, quoique pour des raisons différentes, la Russie ou, pourtant, comme en Allemagne et en Italie, le régime dictatorial donnait toutes les facilités à l'interventionnisme clandestin, elle entonnait donc dans une abstention rigoureuse, corsée au surplus de bluff sur son petit parti « communiste » espagnol et d'hostilité envers l'anarchosyndicalisme, force vive de la résistance antifasciste.

Quand le jeu des antagonismes impérialistes tendus presque à se rompre en Europe prit le pas — comme nous allons le voir maintenant — sur le jeu particulier de chaque impérialisme en Espagne, quand les gouvernements français et anglais, placés par le développement des événements devant des perspectives catastrophiques, lâchèrent l'accord de non-intervention, la Russie s'y rallia tout de suite, sans réserve, tandis que l'Allemagne et l'Italie gagnaient le temps nécessaire à la continuation de leurs envois massifs de matériel de guerre aux généraux.

C'est que, aussitôt posé, le problème espagnol glissait du plan propre à chaque impérialisme dans le plan — général — de la lutte impérialiste pour l'hégémonie.

Si intéressant, à toute sorte d'égards, que pût être le marché espagnol pour les impérialismes européens, cet intérêt n'était pas tel, en effet, qu'il pût primer — en devenant l'enjeu de leur lutte pour l'hégémonie — les intérêts vitaux qui président à cette lutte. D'autre part, une guerre impérialiste n'éclate que quand les camps en présence, fermement constitués, ont à peu près épuisé les possibilités de manœuvre qui s'offraient à eux dans la paix et quand ils ne peuvent plus espérer de celle-ci une amélioration sensible de leurs positions économiques, militaires et diplomatiques.

Or, dans l'état actuel des antagonismes impérialistes en Europe, les positions diplomatiques n'étaient ni assez nettes ni assez décisives, les préparatifs militaires pas assez poussés dans certains pays, pour que les événements d'Espagne fournissent à point nommé l'occasion de trancher par les armes la question d'hégémonie.

Aux raisons, en quelque sorte intrinsèques, qui, comme nous l'avons vu, poussaient tous les impérialismes européens soit à agir contre la révolution espagnole en soutenant énergiquement ses ennemis, soit à ne lui fournir aucune aide réellement efficace, se superposait ainsi une raison décisive.

Même si elles n'avaient pas donné lieu immédiatement à *casus belli*, des interventions quasiment officielles en faveur du Front populaire et des généraux eussent eu, en effet, un abîme entre certains impérialismes et coupant court à toute possibilité de manœuvres et de compromis, eussent cristallisé des coalitions qui rendaient inévitable, à brève échéance, une guerre généralisée devant laquelle l'impérialisme, pris dans son ensemble, reculait encore.

L'accord de non-intervention, proposé par la France sous la pression de l'Angleterre, signifiait seulement que les impérialismes ne jugeaient pas venu le moment de trancher par la guerre leur lutte pour un nouveau partage européen et extra-européen, et que, par conséquent, ils subordonnaient leurs réactions à l'égard de la guerre sociale d'Espagne à leurs réactions réciproques à l'échelle européenne et mondiale.

Mais, en se subordonnant ainsi au jeu impérialiste général, le jeu impérialiste en Espagne devenait, sans que les exploités d'Espagne et d'Europe en prissent conscience, une des cartes maîtresses de la partie engagée par-dessus leur tête, un atout d'autant plus important que les passions contradictoires, soulevées par la guerre sociale d'Espagne, étaient plus vives et donnaient, par conséquent, plus de mordant aux manœuvres politiques réciproques des antagonismes.

Nous voici donc amenés, pour dénouer l'imbricatio tragique dans lequel se débattaient la révolution espagnole et la solidarité prolétarienne qu'elle suscite hors d'Espagne — en tout premier lieu en France — à démontrer le mécanisme inavouable des antagonismes impérialistes en Europe, tel qu'il fonctionnait réellement sous le camouflage de la vieille idéologie génoise et du soi-disant conflit entre démocratie d'une part, fascisme ou autoritarisme d'autre part.

Ce n'est pas dans ce journal qu'il est besoin de rappeler que l'axe des antagonismes européens passe par la revanche des impérialismes vaincus et spolés en 1918, nécessairement dressés, tant par leur dynamisme expansionniste que par la crise du capitalisme, contre le *statu quo* né des traités de Versailles et de Trianon. Il y a beau temps que les lecteurs du Libéraire savent que la grande querelle des loups gras et des loups maigres donne la clef de la politique extérieure européenne.

Mais cette vue générale, sans laquelle toute intelligence de la situation internationale est actuellement impossible, se complique et se différencie selon des modalités variables, dès qu'on l'approfondit et qu'on l'applique aux conjonctures.

Ce n'est pas, par exemple, parce qu'elles furent vaincues par l'Entente en 1918 ou victorieuses avec elle, que l'Italie et la Russie sont parties au débat dont, à titre immédiat, dépend la paix ou la guerre.

Mais, même si nous restons au cœur du problème, centré sur la revanche allemande et l'irrépressible expansion de l'impérialisme germanique affamé de débouchés et de matières premières, il saute aux yeux que diverses voies s'offraient à lui pour réaliser ses desseins et que, finalement, il choisissait celle qui lui paraissait la plus facile.

Avant la possibilité de reconstituer son appareil militaire et de tendre au maximum, grâce à la dictature, ses forces économiques, l'impérialisme allemand, après une longue période d'isolement et d'exploitation par les impérialismes démocratiques associés à Genève, put enfin aborder de front la réalisation pratique des tâches qui s'imposaient à lui.

Son écrasement, à l'Ouest comme à l'Est, avait été total, il rêvait donc d'une revanche totale.

Mais, quel que fût son dynamisme, une saine appréciation du rapport de force entre lui, l'Occident et l'Orient, jointe au souvenir de l'intervention anglaise en 1914 et de l'encerclement qui lui avait été fatal, l'incitait à la prudence.

L'Est et l'Ouest à la fois, ce serait dur, sinon impossible. Tout en envisageant éventuellement de faire face à la fois à l'Est et à l'Ouest, il décida de manœuvrer, de décomposer son action en deux temps et, quitté à voir ensuite se con-

Nécessité de l'antibellisme

Oui, la nécessité se fait singulièrement sentir d'une défense active contre le bellisme et contre ceux qui, sous des prétextes vraies, en font les complices et les propagateurs. Et les faits montrent assez combien il serait périlleux de ne pas placer cette question au premier plan de nos préoccupations.

L'autre semaine les manœuvres nocturnes de préparation à la guerre nous en ont fourni une preuve de plus.

Certes, l'on a pu constater à cette occasion un commencement d'action commune entre groupements antibellistes. Et cette action, si elle se développe et s'accroît, peut avoir les plus heureuses conséquences. Il faut particulièrement noter l'intervention des militants des Jeunesses anarchistes et socialistes et espérer que la jeunesse ouvrière se solidarise de plus en plus avec eux.

Mais il faut reconnaître que, dans l'ensemble, et pour la généralité des Parisiens moyens, la manœuvre a bien atteint les buts de surexcitation patriotique que ses organisateurs se proposaient. Des bandes chauvines opéraient sur divers points, insultant et menaçant ceux qui méritaient peu de zèle à la comédie de l'extinction des lumières. Pour un peu on les aurait lynchés comme « traîtres ». Les journaux ont répondu patriotiquement cet état d'esprit. La mobilisation a réussi. La préparation à la guerre est faite. L'expérience opérée a permis de le constater.

**

Cependant qu'à l'intérieur on se prépare à cette guerre, par ce moyen et tant d'autres, à des conditions européennes périlleuses succèdent des conditions encore plus menaçantes. Des alliances se font et se défont. Pour la plus grande inquiétude de ceux qui avaient mis leur confiance en des combinaisons fallacieuses.

La diplomatie de notre alliée l'U.R.S.S. s'emploie activement à exacerber les antagonismes et à arroser de pétrole « soviétique » les moindres foyers d'incendie. Le parti communiste français la seconde avec le seul genre de fidélité dont il soit capable, celle de l'obéissance aveugle aux ordres changeants des maîtres de Moscou.

Toute son action vise à préparer l'Union Sacrée contre l'Allemagne. Toute son activité tend à surexciter contre l'Etat voisin et à orienter vers le conflit armé. Quant à ses alliés, quant aux gouvernements socialistes, s'ils ne lui obéissent pas toujours entièrement, ils n'ont ni rompre avec lui ni dénoncer sa politique néfaste.

Pour les organisations syndicales, qui devront guider la classe ouvrière, ou pour ceux qui le représentent officiellement, leur attitude est aussi néfaste qu'elle le fut entre 1914 et 1918. La question même de la résistance à la guerre, posée par quelques syndicats courageux, a été étouffée par une majorité complaisante du Congrès de Toulouse. Et les directeurs officiels de la C.G.T. suivent en politique extérieure les consignes du Parti Communiste.

Certes, les cinq millions de syndiqués ne devront pas accepter cette politique, pas plus qu'ils ne doivent accepter les directives anti-syndicalistes des bureaucrates de la C.G.T.

Il y a d'ailleurs une connexion étroite entre les deux aberrations.

Un « syndicalisme » qui s'intègre dans l'Etat, et qui pactise avec toutes les formes du parasitisme d'Etat, un « syndicalisme » qui compte sur le gouvernement pour maintenir l'ordre public dans l'intérêt général, un « syndicalisme » qui se défend comme d'une honte de tout « égoïsme de classe », il est tout naturel qu'il accepte la guerre pour la défense de l'Etat, du gouvernement et de l'intérêt général. Comme déjà il met sa confiance dans les organismes interétatiques tels que la S.D.N. et autres.

Mais il y a un autre syndicalisme qui ne croit pas au gouvernement et qui n'accepte pas la patrie. Ce syndicalisme est en lutte contre toutes les formes de l'oppression et contre la guerre qui est la plus grande de toutes. C'est aux cinq millions de syndiqués à ramener le vrai syndicalisme à la C.G.T. Pour la défense de leurs intérêts et pour le salut de leurs existences.

**

Et cela les antibellistes, pour leur part, y aideront d'autant plus qu'ils sauront s'affirmer et se grouper puissamment.

Je souhaite donc ardemment un rassemblement de tous ceux qui veulent s'opposer à la guerre dont on nous menace.

Et je souhaite aussi qu'il se fasse sur une base assez large pour rassembler le plus grand nombre possible des antibellistes de toutes tendances, qui peuvent être en désaccord sur le plus ou moins d'efficacité de telle méthode d'action particulière, de telle modalité spéciale de propagande, mais qui sont en accord absolu sur l'essentiel. Leur haine et leur dégoût de la guerre, leur volonté de ne jamais lui apporter un appui volontaire, de détruire le consentement général qui la rend possible.

Et pour cela de lutter contre les mensonges et les confusions que l'on crée. Contre l'abus éhonté qui, parfois, est fait de certains sentiments généraux. De résister à l'entraînement aveugle des foules. D'assumer le rôle ingrat et périlleux de « l'ennemi du peuple ».

EPSILON.

center toute son énergie sur le premier temps de cette action.

(A suivre.)

JEAN BERNIER.

ERRATUM

Une coquille malencontreuse a déformé un alinéa du début de la présente étude publiée dans notre dernier numéro.

Cet alinéa était le suivant :

« Economique, financière, militaire, l'expansion impérialiste achève de se caractériser par un aspect politique, réaliste (influence exercée sur l'Etat soi-disant souverain auquel est assujéti le marché) ou professionnel (influence exercée sur les diverses couches de l'opinion), souvent secondaire, mais propre, en certains cas, à jouer un rôle important. »

Au lieu de *professionnel*, il fallait lire *passionnel*.

(1) Voir le Libéraire du 23 octobre.

Le Coin des Jeunes

Réponse à une affirmation marxiste

« Le suffrage universel est la plus grande conquête de la démocratie » dites-vous.

Non, le suffrage universel est la plus grande conquête de la bourgeoisie.

A maintes reprises dans le passé, les guesques ont menacé les puissants. La révolution grondait. Les pauvres avaient soif de libertés. Ils voulaient l'affranchissement, la terre, l'usine. Ils voulaient vivre.

Les riches tremblaient : que faire ?... Libérer les serfs ?... Non.

La bourgeoisie essaya du bulletin de vote. Le succès dépassa les espérances : le peuple, jeta son fusil. Il s'arma d'un papier dérisoire. C'est avec lui qu'il voulait s'affranchir.

Et aujourd'hui, sa condition sociale a-t-elle changé ? Certains y ont gagné. Mais l'homme, le prolétaire, le serf, est toujours un esclave. En 1935, 2.400.000 êtres humains sont morts d'inanition. 1.200.000 se sont suicidés faute de nourriture. En 1935, l'homme ne doit plus tant de journées de travail à son maître ; mais la somme de toutes ses charges représente une plus grande quantité de travail. Est-ce ceci que vous appelez la libération de l'homme ? Est-ce ceci que vous appelez la grande victoire de la démocratie ?

Enlèvez le bulletin de vote des mains de l'homme. Rendez-lui son fusil. Alors nous verrons le pauvre déposséder le riche, nous verrons se construire la cité juste.

Mais, la loi dans le suffrage universel est si ancrée dans les esprits qu'il sera difficile de l'en arracher. Il faudra attendre que le peuple s'aperçoive comment les bourgeois l'ont trompé avec la complicité des politiciens marxistes et de lui-même il reviendra à la meilleure méthode : celle de l'action directe.

MARCEL FUNCK,

du groupe J. A. C. du Pré St-Gervais.

La guerre ! elle est là !

En 1930, année placée sous le signe de l'union des exploités avec les petits exploités, année sacrée du calme et de la discipline à outrance, la classe ouvrière anesthésiée par une phraseologie nouvelle, s'endormit sous l'œil attendri et ironique de la bourgeoisie.

Oui, nous savons l'ampleur prolongée du mouvement de grève, que l'on a qualifié de réveil de la classe ouvrière, mais nous savons aussi sur quel plan est contenu ce mouvement, contrôlé et circonscrit par les politiciens et les réformistes de la C.G.T. Pris d'une façon générale, avant-propos de la très prochaine der-ders.

Sur l'ordre de notre état-major, secondé placement par nos ministres socialistes, la grande masse des ouvriers ont obéi aux injonctions militaires-bourgeoises, en éteignant leurs lumières, avec cette discipline qui fait la force principale des armées. Les survivants de ceux que l'on appelle la grève s'endormirent, n'ont pas senti dans leurs entrailles toute la tragédie de cette sinistre comédie, et combien criminelle était leur indifférence de ce soir-là. Voulez-vous que nous intitulions de l'acheté votre attitude passive devant un spectacle qui devait pourtant nous rappeler plus d'un épisode douloureux d'une guerre d'où vous étiez revenus écorchés et plus brutés que les bêtes. N'avez-vous pas senti pendant cette heure que la guerre future était là, dans cette préparation des esprits, dans ce consentement muet de la foule, de cette foule parisienne qui a même vu l'occasion d'exercer sa verve railleuse et qui, hélas, n'a pas compris toute la responsabilité de son attitude.

Si nous cherchons l'opposition parmi les organisations jeunes nous trouvons les J. S., J. S. R. et nous. Les Jeunesses communistes étaient sans doute parmi les rigolos qui tiraient matière à plaisanterie de ces événements, nous les avons même vus dans certains quartiers faire le service d'ordre pour assurer un conformisme plus complet aux ordres de l'Etat républicain. Que sont devenus les jeunes révolutionnaires J. C. d'il y a quatre ans. Sous quel sportifisme les fortes lèzes d'hier se sont-elles muées en caboches réformistes bourgeois ?

Et voyez-vous, jeunes socialistes, attachés à des traditions de discipline, comprenez bien quelle était dans la passivité de la foule la discipline à laquelle vous étiez fiers, c'est avec cet esprit discipliné que l'on entraîne les masses ouvrières vers leur destin sanglant, les exemples sont féconds dans les luttes sociales antérieures. 14 nous a affirmé la vertu dominante de la discipline, 36 pourrait nous le faire pressentir. Vous avez pu observer ce jour-là combien cette thèse se condamnait en elle-même, car le silence des chefs vaudrait à s'endormir, tout simplement ce peuple qui a pourtant révélé dans le passé son aversion à la machine guerrière. La neutralité de la conscience ouvrière incombe à cette masse docile qui suit aveuglément ses partis sans discerner dans quelle compromission elle se trouve fourvoyée.

Cet enseignement doit nous inciter à persévérer dans notre propagande antimilitariste. Il doit contribuer à élargir notre influence parmi la jeunesse ouvrière et aboutir en fait à ce que les minorités oppositionalistes deviennent demain des majorités. Nous pouvons deviner les initiateurs d'une renaissance de l'esprit antimilitariste parmi la jeunesse nous qui ne sommes pas limités dans notre action par des attaches politiques.

Le capitalisme ne fait la guerre que s'il est assuré de la servilité de la classe ouvrière. Et ce capitalisme international comprend très bien qu'il n'existe plus de solution naturelle pour des régimes de conservation bourgeoise, et nous pouvons encore affirmer qu'entre la guerre et la révolution c'est une course de vitesse. A nous les jeunes de travailler sur le terrain de l'antimilitarisme pour ne pas être les perdants de cette compétition.

ROGER CARON.

Au Camp de Mailly

Au Camp de Mailly au 3^e R. A. C., les réservistes font leurs 21 jours. C'est constamment marche, entraînement à la guerre, les hommes sont exténués d'autant plus que la nourriture est inférieure.

La circulaire Daladier chère à Thorez n'a rien changé et pour cause. Qui peut avoir la prétention de rendre meilleures de mauvaises herbes il n'y a d'autre moyen que de les faucher.

Dans la troupe le mécontentement grandit. Les chefs sentant échapper leur autorité essayent de profiter des divergences d'idéologie des camarades pour jeter la division, faisant à

chaque rassemblement des discours haineux contre ceux qui entraînaient leurs copains à la lutte.

Les inscriptions, les tracts couvraient les murs, les gars de l'active étaient avec nous contre les deux ans.

Un jour, au réfectoire, le pitain eut le culot de nous demander si c'était hon. Les lazzi fusèrent : Gouttes-y. Les cochons n'en voudraient pas, etc., etc. De ce fait la discipline fut renforcée. Pour échapper à cette réaction, de nombreux copains profitèrent que nous nous avions la bronchite (car nous ne touchions pas de charbon et les chambres étaient glacées) pour aller à la visite.

A l'infirmerie, on attendait le major dans une grande salle sans feu, on passait à un rythme accéléré, sans être consultés, pour un commencement d'angine on vous mettait un peu de teinture d'iode sur le cou. Il n'y avait pas de cachet d'aspirine et tout était à l'aventure. Le gouverneur dit de front populaire avec son énorme budget de guerre ne fait rien pour les soldats. Et il est impossible de trouver le moindre journal de gauche, même l'« Œuvre ». Mais on peut se procurer le « Jour ». On apprit quand même que deux trains de camarades soldats avaient défilé. Saura-t-on jamais la vérité à la visite ?

Le jour de la libération le commandant nous fit un discours. Deux copains étaient sortis sans permis, pris par les gendarmes ils avaient essayé de se sauver, ils furent menés en tôle pour 40 jours, mais de nombreux soldats alertés au foyer voulurent s'interposer à leur incarcération, il fallait les dénoncer si nous voulions partir. Il fallait dénoncer aussi ceux qui avaient fait de la propagande révolutionnaire, car ici nous n'étions pas en Espagne et qu'il (le commandant) saurait nous mater. Comme personne ne parla nous fumes menés au train, encadrés, prévenus qu'au moindre incident nous ferions demi-tour. Le commandant était présent et le silence régnait. Mais dès que la machine démarra une vibrante « Internationale » monta et j'aurais voulu que vous puissiez voir la figure du commandant qui peut-être méditait nos mots d'ordre.

Pas de défense nationale en régime capitaliste. Désorganisation de l'armée. Mères ouvrières.

Une collecte faite au Camp de Mailly par les réservistes du 18^e et du 3^e R. A. C. au bénéfice des camarades espagnols rapporta 50 fr. qui furent versés par un camarade de la J. A. C.

J. A. C.

XI^e et XII^e. — Le groupe J. A. C. se réunit tous les vendredis, à 20 h. 30, 79, faubourg Saint-Anne.

XV. — Réunion du groupe J. A. C. tous les mercredis, salle Lagneau, 73, rue Mademoiselle.

XIX^e. — Réunion de la Jeunesse anarchiste tous les jeudis à 9 heures précises, 169, rue de Crimée. Réunion du groupe adulte à 9 heures, même adresse.

XX^e. — Réunion du groupe J. A. C. tous les vendredis au « Libéraire », 29, rue Plati. Attention au changement d'adresse dans le prochain communiqué.

Groupe d'Etudiants Libéraires (G. E. L.). — Le G. E. L. groupe d'Etudiants et de Lycéens de la J. A. C., est constitué. Les réunions auront habituellement lieu au local de « Que faire », 15, rue du Petit-Pont, tous les vendredis, à 21 heures.

Colombes. — Le groupe J. A. C. se réunira cette semaine avec le groupe U. A.

Courbevoie. — Les camarades désireux de former un groupe J. A. C. sont priés de se mettre en rapport avec Daurat au « Libéraire ».

Epinay-Sud. — Réunion tous les mercredis à 21 heures au « Petit Buffalo » à la Porte d'Orléans.

Pré Saint-Gervais. — Un groupe est en formation. Adresser les demandes de renseignements et les adhésions aux camarades Funck Marcel, 2, place Séverine, Pré Saint-Gervais.

Ivry. — Les camarades désireux de former un groupe, sont priés de se mettre en rapport avec Rissal, au « Libéraire ».

Lyon. — Tous les jeunes désireux voir se monter une « Tribune rhodanienne des jeunes anarchistes » sont priés de se mettre en rapport avec Maurice Cesbron, qui tient de la main au point. Ecrire à Maurice Cesbron, chez M. Perron, 19, rue de la Poste, Villeurbanne (Rhône).

Toulon. — Jeunesse Libre. — Le groupe se réunit tous les samedis à 20 h. 30, au siège, 14, rue Nicolas-Laugier (2^e étage). Causeries éducatives. Permanence tous les dimanches, de 10 à 12 heures, on y trouve notre journal « Le Libéraire » et notre presse. Une bibliothèque est à la disposition de tous les camarades et des sympathisants.

**

Les camarades des groupes J. A. C. de Paris et de banlieue sont priés d'envoyer leurs communications à Ringes, au « Libéraire ».

Matériel de propagande à la disposition des groupes :

Programme d'action de la J. A. C., le cent : 35 francs.

Papillons antimilitaristes, le cent : 2 fr. 50.

Insigne défense des Camarades Espagnols « Soldats jamais, miliciens, oui », le cent : 25 francs.

Tracts : A bas les deux ans et Révolution d'abord, gratuitement à la disposition de tous les camarades.

Notre affiche : A bas la légalité bourgeoise est à la disposition des groupes.

La pièce : 0 fr. 40. Les dix : 3 50 ; le cent, 33 fr. Adresser les commandes, à Ringes.

**

Le programme d'action de la Jeunesse anarchiste-communiste est à la disposition des groupes et de tous les camarades.

Prix : 0 fr. 50. Pour les groupes : 0 fr. 35.

GROUPE D'ETUDIANTS LIBERTAIRES (G.E.L.)

Avis important. — Par suite de réclamations de locaux fascistes, les réunions ne pourront se tenir au local de « Que Faire ? ».

En attendant de trouver un local, on se réunira 22, rue Broca (Ve).

Ce soir, vendredi 30 octobre, conférence de Frémont sur « Socialdémocratie, Bolchevisme, Billan de faillite », à 21 h., 22, rue Broca.

Vendredi prochain, conférence du camarade Ridel, retour d'Espagne.

PETITE CORRESPONDANCE

Granados Jean. — Ton journal nous revient. Veux-tu donner ton adresse exacte.

Destin Catelli. — Tes journaux nous reviennent. Donne-nous ton adresse exacte.

Camarade Etudiante donnerait leçons d'espagnol, prix très modérés. Ecr. à Delman, au « Libéraire ».

CONTRE LES 40 HEURES, CONTRE
LES CONTRATS COLLECTIFS, L'OF-
FENSIVE PATRONALE S'ORGANISE.

C'EST PAR L'ACTION DIRECTE
QUE LES TRAVAILLEURS ONT OBTENUS
CES AVANTAGES ; C'EST PAR
ELLE QU'ILS VAINCRONT CETTE
NOUVELLE OFFENSIVE.

PARTIS CONTRE SYNDICATS

Souvent dans le *Libertaire*, nous avons dénoncé les manœuvres des partis politiques cherchant à élargir leur main-mise sur les syndicats formant la C. G. T. Le plus grand effort fait en ce sens est déployé par le parti communiste qui n'éprouve d'ailleurs pas le besoin de voiler sérieusement son travail de sape dans cette direction.

Force nous est de reconnaître qu'en général le parti socialiste avait fait preuve de beaucoup plus de tact dans le domaine syndical. Les groupes de liaison socialiste récemment créés, donnent pourtant singulièrement matière à inquiétude.

Mais aujourd'hui, il faut enregistrer leur gain d'influence au sein de la C. G. T., d'un autre parti, parti bourgeois, patriote, chauvin, capitaliste et franc-maçon dans sa majorité : le parti radical.

Jusqu'à présent, cette influence s'exerçait plutôt dans les milieux de fonctionnaires, où les problèmes de nomination et titularisation jouent un si grand rôle.

Ce qui est plus étonnant, c'est de constater les liens moraux qu'ont établis les dirigeants de la C. G. T. avec le parti radical. A l'occasion du congrès radical, Léon Jouhaux, au nom de la C. G. T., envoie un télégramme exprimant pour la grande organisation syndicale « sa totale sympathie ». Lecteurs ouvriers, vous avez bien lu : totale sympathie, ce qui veut dire sympathie sans réserves, ni restrictions.

Totale sympathie, avec les ministres radicaux qui ont imposé à leurs collègues socialistes la forme du bloc exécuté sur les achats d'armes de l'Espagne et dont la C. G. T. demande d'autre part la « reconstruction » !

Totale sympathie, surtout avec le parti radical qui condamne les occupations d'usine ; Léon Jouhaux annonce au congrès radical et cela au nom de la C. G. T., que « c'est dans l'ordre et la légalité que doivent s'inscrire les réformes réalisant le progrès et la justice sociale, fondement de toute une démocratie véritable. »

Les sénateurs radicaux, recevant cet appui inattendu, l'emportent aisément au sein de leur Congrès qui déclare :

« Fidèle aux engagements pris, il rappelle que la déclaration des Droits de l'Homme, charte de la démocratie, consacre l'indivisibilité de la propriété et que les occupations d'usines, d'ateliers, de fermes et de magasins constituent une atteinte inadmissible à la liberté ; que l'incessante agitation de la rue, d'où qu'elle vienne, est incompatible avec la reprise de l'activité économique. »

Ainsi, est scellé l'accord des trois grands partis de gauche contre le prolétariat. Il faut lui enlever sa meilleure conquête de juin, sa forme nouvelle de lutte en temps de crise : le droit à l'occupation de l'usine.

Benoît Frachon, communiste avant tout, prêchait aux délégués des métaux cette concession. Léon Blum explique, dans son discours d'Orléans, pourquoi le prolétariat doit céder :

« La bourgeoisie et la paysannerie s'irritent et s'alarment. » Conclusion : ouvriers, inclinez-vous.

La direction syndicale obéit. Mais le prolétariat, la masse ouvrière suivra-t-elle ? Aux syndicats de la base de donner de la cohésion, de la méthode, de l'acharnement dans la résistance ; aux ouvriers anarchistes de l'organiser au sein des syndicats et à travers ceux-ci. — L. N.

Aux Métallurgistes

Le 3 novembre, une séance générale d'information réunira à la salle Benoît, 75, faubourg St-Martin, les camarades anarchistes de la région parisienne travaillant dans la métallurgie.

Les camarades des grandes usines sont particulièrement invités à se faire représenter.

NOISY-LE-GRAND

Pour venir en aide au Proletariat d'Espagne

GRANDE RÉUNION PUBLIQUE

le 1^{er} novembre

à 15 heures, chez Max Hurbain
176, Grande-Rue

Orateurs :

FREMONT — PATRINI — BAUMAN
N. A. P. H. U. A.

Appliquons le contrôle ouvrier

Le patronat pratique l'homéopathie. Il veut se guérir du mal dont il souffre en créant un mal identique. Ce mal, c'est ce qu'en régime bourgeois il est convenu d'appeler le désordre ; c'est la révolte ouvrière contre une oppression trop longtemps subie. Or, il sait que, sous un gouvernement qui veut faire régner l'ordre — l'ordre bourgeois, l'ordre légal, bien entendu — l'accentuation des conflits ouvriers, donc du désordre, amènera celui-ci à réagir contre les éléments extrémistes et à accorder au patronat de nouvelles dérogations pour maintenir la paix sociale.

La contre-offensive patronale pour reconquérir le terrain perdu prend, selon les circonstances, des aspects différents.

Une des manœuvres les plus typiques consiste soit à se débarrasser des ouvriers s'étant révélés les plus actifs au cours des grèves, pour les remplacer par des jaunes, soit à provoquer des licenciements massifs qui, en déterminant du mécontentement et de nouvelles grèves, apporteraient une aggravation du chômage, ce qui favoriserait les desseins du patronat dans sa lutte contre les améliorations sociales.

Cette manœuvre de grand style est d'ailleurs en application depuis plusieurs semaines. Nombreux sont les établissements qui refusent des commandes et qui, cependant, débauchent du personnel. Nombreux également ceux qui chassent les délégués syndicaux, qui renvoient les travailleurs pour crime d'affiliation syndicale à la C. G. T. ou exigent, comme condition du maintien dans l'entreprise, l'adhésion à des syndicats d'inspiration patronale ou fasciste.

Devant cette volonté ouvertement démontrée de sabotage des conquêtes ouvrières — et nous ne parlons pas du refus de livrer les commandes et de la hausse illicite sur les produits de première nécessité — il devient urgent que la classe ouvrière accente sa vigilance pour sauvegarder

les avantages qu'elle a eu tant de mal à arracher.

Chacun sait aujourd'hui que la tactique patronale vise en premier lieu à augmenter encore le nombre des chômeurs et à désorganiser la production et les moyens de répartition, afin de mettre le gouvernement de Front populaire en mauvaise posture et le forcer à capituler.

Nous avons de nombreuses raisons de penser que le gouvernement Léon Blum qui veut s'enfermer dans une légalité périmée, ne voudra pas pratiquer la politique érigée que commandent les circonstances, de façon à pouvoir empêcher l'étranglement des avantages acquis.

Les travailleurs de ce pays n'ont donc à compter que sur eux-mêmes pour mener victorieusement leur lutte revendicative.

Le Comité syndical d'entreprise reste pour eux un excellent moyen d'action directe pour prévenir les exactions patronales citées plus haut.

Il devient indispensable d'instituer à bref délai, par le moyen de ces comités, le contrôle ouvrier sur l'embauchage et le débouchage. Cela permettrait d'éviter les licenciements injustifiés et l'embauchage d'éléments indésirables. Cela permettrait, en outre, de veiller à l'application du tarif syndical aux nouveaux venus.

Le placement des corporants peut également être effectué par le syndicat, comme cela se fait pour certaines corporations, et notamment dans le livre parisien qui contrôle ainsi les conditions de travail et l'application du tarif établi par une convention collective comportant l'échelle mobile. Or, un syndicat aussi important que celui des Métaux de la région parisienne, qui comprend à peu près l'ensemble des travailleurs de la corporation, peut légitimement revendiquer, lui aussi, le placement de ses syndiqués.

On n'insistera jamais trop sur l'intérêt qu'il

y a pour les travailleurs à s'organiser sur le plan de l'usine, du manœuvre à l'employé de bureau, en passant par l'ouvrier qualifié. Cette pratique détermine entre les travailleurs d'une même entreprise le lien de solidarité indispensable à la compréhension mutuelle d'une commune défense, malgré la diversité professionnelle.

Nombreux sont les intérêts communs des ouvriers et employés au sein d'une même entreprise ; par exemple, sur le plan de la sécurité et de l'hygiène. Que l'on se souvienne qu'il y a peu de temps ce que donnait le recours à l'inspection du travail dont l'intervention se révélait absolument inopérante dans la plupart des cas. Aujourd'hui, les délégués ouvriers sont qualifiés pour intervenir directement auprès des patrons et exiger satisfaction immédiate. Rien qu'en cette matière, les travailleurs ont d'ailleurs un large champ d'activité.

Mais le contrôle ouvrier ne saurait se limiter à ce rôle. Il doit, pour pouvoir élever la compétence et les aspirations ouvrières, s'étendre progressivement à la gestion des entreprises. Le comité d'entreprise doit pouvoir exiger, dans un proche avenir, d'obtenir un droit de regard sur l'établissement des bilans et la comptabilité des entreprises. C'est là une arme indispensable pour exiger de faire rendre gorge au patronat sur la question des salaires. C'est en outre le moyen de déterminer le prix de revient et la marge bénéficiaire résultant de l'exploitation patronale.

C'est là le but qu'il faut viser actuellement, car c'est le point vulnérable qui permettra, par une action directe et persévérante au sein de l'entreprise, de précipiter la déchéance patronale et d'instaurer les conseils ouvriers qu'auront si bien préparés les comités actuels d'entreprises.

N. FAUCIER.

LE MOUVEMENT SYNDICAL

CHEZ LES CHARPENTIERES EN BOIS

La fusion corporative s'est opérée dans la plus grande confusion après une série de pourparlers qui duraient depuis deux ans et elle fut imposée par les nouveaux adhérents du syndicat confédéré (les anciens ne la voulaient pas). Pour quoi donc tant de méfiance et tant de retard à fusionner ?

D'abord, contrairement à d'autres corporations les charpentiers confédérés étaient en partie des éléments anarchisants venant des uns, du S.U.B. et les autres de la C. G. T. U. qu'ils avaient quittée à l'époque la plus agitée de la bolchevisation. C'est ce qui explique leur intransigence à faire respecter l'indépendance du syndicalisme qui tournait autour des incompétibilités.

Il y avait également la question de la parité qui fut acceptée, mais la veille au soir de la fusion on annonça froidement à la direction confédérée qu'on la lui refusait.

Voilà un geste qui risque d'avoir des conséquences très graves pour l'avenir du syndicat.

Quand on examine les choses telles qu'elles sont, on est amené à constater que la mauvaise foi vient toujours du même côté.

Aussi il fallait voir les confédérés défendre leurs positions, parlant comme résignés à une issue fatale, apportant des arguments qui pourtant étaient justes, mais n'ayant aucune prise sur des syndicats de deux mois et qui ne comprennent rien à la vie syndicale.

Finalement on offrit généreusement quatre places sur dix-sept au conseil syndical, aux confédérés qui refusèrent d'ailleurs et le vote eut

lieu dans le brouhaha le plus complet. Et il est difficile de donner un aperçu exact sur le résultat.

Le Syndicat est donc entièrement géré par les unitaires à 100 pour 100 dans la ligne, mais ce qui est plus grave, c'est que la faute en revient, pour une bonne part aux confédérés eux-mêmes qui ne participent pas assez à la vie du syndicat, ne viennent pas à la Bourse (ils en connaissent pourtant le chemin). Une bonne partie d'entre eux ne payent même plus leurs cotisations, et si on s'en réfère à certaines paroles prononcées par leur ancien trésorier, la scission plane à nouveau sur le syndicat.

Si cela arrive, les sectaires communistes auront une part de responsabilité, alors qu'ils auraient pu faire œuvre de réconciliation comme ça s'est fait dans d'autres syndicats.

Un Bois d'Bout.

LE CONGRES DE L'U.D. DE LA MARNE

Le Congrès de l'Union Départementale de la Marne, tenu à Epernay, sous la présidence du camarade Laurent, délégué de la C. G. T.

Ce fut le 1^{er} Congrès qui vient de se tenir depuis celui de fusion, réalisé au début de cette année, 225 délégués venus des quatre coins du département et représentant 123 syndicats, industries, fonctionnaires, travailleurs de la terre.

Après la fin des débats sur l'ordre du jour, une motion en faveur de nos camarades d'Espagne, fut présentée par les camarades R. Gérard, Fréon délégués du syndicat du Bâtiment de

Reims, cette motion fut adoptée à l'unanimité. A la demande du camarade Gérard, une collecte pour acheter des armes et des munitions à nos camarades d'Espagne, fut faite à la sortie de la salle, le montant s'élève à 440 fr. 75.

POUR L'AIDE A L'ESPAGNE

« L'Union Départementale des Syndicats ouvriers de la Marne, réunie en son 21^e Congrès annuel à Epernay le dimanche 18 octobre 1936, salue la classe ouvrière et paysanne d'Espagne, qui lutte au prix des plus grands sacrifices contre les forces coalisées du capitalisme, incarné par l'armée et le cléricanisme, qui tentent d'instaurer par la force, dans la péninsule ibérique, le régime fasciste de dictature inquisitoriale et de terreur et d'assassinat. »

« Le Congrès assure son entière solidarité, tant matérielle que morale à nos frères prolétaires espagnols, groupés au sein de leurs organisations syndicales de la Confédération Nationale des Travailleurs et de l'Union Générale des Travailleurs qui, tout en luttant contre les forces de réaction sociale, construisent un Monde Nouveau, libre, égalitaire et fraternel, basé sur le syndicalisme. »

« Afin d'aider nos frères d'Espagne, le Congrès exige du gouvernement de Front Populaire, porté au pouvoir par la classe ouvrière et paysanne, la levée immédiate de l'embargo sur les armes et les munitions à destination de ce pays. »

« Demande l'envoi rapide, aux organisations syndicales ouvrières d'Espagne, d'armes et de munitions qui assureront la victoire définitive des ouvriers et des paysans. »

Dans les boîtes et sur les chantiers

CHEZ RENAULT

La presse de droite suivant les instructions de ces rommanditaires continue à s'occuper des usines Renault en déformant soigneusement les événements et en demandant une répression éhémère contre les militants syndicaux. L'« Action Française » parle des « menées anarcho-communistes. »

L'« Echo de Paris » dénonce les « hordes du Front Populaire », Police, Croix de Feu et presse réactionnaire s'alignent pour briser l'élan ouvrier des métallos de chez Renault. Que ceux-ci ne se laissent pas influencer par les coups de gueule des écrivains fascistes.

S'ils croient c'est qu'ils sont écorchés.

APRES LA REPETITION DE « LA DER DES DER » UNE PROTESTATION DE L'A.O.I.P.

Les travailleurs ont eu un avant-goût de ce que les attend lors de la prochaine der des der, pour le triomphe de la « démocratie et de la liberté ». A cette sinistre, voire même macabre comédie, rien n'a manqué, pas même le concours des organisations qui se réclament de la classe ouvrière. Réformistes alternativement selon les époques, partisans criards ou honteux de la défense nationale et, négateurs frénétiques d'hier devenus fervents zélés de l'appareil militaire et de ses g. de v., ont manœuvré pour empêcher toute réaction salutaire des classes opprimées.

Pour les uns et les autres, il s'agissait de

faire montre de leurs sentiments cocardiers, de leur pleine acceptation d'une éventuelle aventure guerrière. Il s'agissait, surtout pour les ex-détricateurs des g. de v., de libérer les esprits ouvriers de la hantise d'une hécatombe générale, pour y glisser un espoir de survie partiellement précieux pour leurs desseins bellicistes.

Mais en dépit de l'adhésion des partis politiques (ouvriers) et de la C. G. T., le capitalisme ne peut se flatter de la même adhésion des travailleurs.

POUR LE FRONT REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE
POUR L'ARMEMENT DU PROLETARIAT

GRAND MEETING

Le Mercredi 4 novembre à 20 h. 45
au Chalet du Cycle, Bd Valmy à Colombes

Orateurs :

RINGEAS	WEITZ
J.A.G.	J.S. S.F.I.O.
CORVIN	VACHELET
J.S.R.	J.E.U.N.E.S.

Participation aux frais : 0,95.

En effet, dans nombre d'usines, des protestations se sont élevées comme le montre la protestation suivante signée par les ouvriers de l'A. O. I. P.

A TOUS CEUX QUI SONT RESTES SYNDICALISTE

Cette nuit, aura lieu une alerte de défense passive, à Paris. Et c'est avec un étonnement douloureux que nous constatons que la presse ouvrière tout entière est muette sur cette mobilisation des consciences, préparant l'autre mobilisation, définitive et mortelle.

Plus. Dans un communiqué du ministère de l'Air, on apprend que les organisations syndicales ont décidé, d'un commun accord, de prêter leur entière collaboration.

Nous voudrions savoir quand et comment les syndicats ont été consultés à ce sujet.

On nous a assez répété qu'en 1914 les syndicats avaient trahi. Au moins, ils avaient attendu le dernier jour.

D'autre part, nous constatons que c'est un gouvernement Front Populaire qui prend l'initiative d'une telle préparation idéologique à la guerre, en créant, par cette alerte, une véritable psychose de guerre.

Il n'y a pas si longtemps, la presse ouvrière publiait des articles de Langevin et de Pourcel affirmant qu'il n'y avait aucun moyen de lutter contre la guerre aéro-chimique. Qui trompe-t-on aujourd'hui ?

Camarades syndicalistes, exigez de vos responsables qu'ils luttent contre la guerre autrement qu'en préparant l'union sacrée.

Suivent les noms de 295 ouvriers de l'A.O.I.P., rue Charles-Fourier, Paris.

LE SYNDICALISME
DANS LA REVOLUTION ESPAGNOLE

UN PACTE D'UNIFICATION REVOLUTIONNAIRE ENTRE LA C. N. T. ET L'U. G. T.

Réunies à Barcelone le 22 octobre, les deux puissantes organisations syndicales d'Espagne, la C. N. T. et l'U. G. T., ont signé l'accord suivant concernant le pacte d'unification révolutionnaire à l'étude depuis quelque temps sur la proposition de la C. N. T. Ajoutons, en outre, que la F. A. I. a été appelée à le signer, ainsi que le P. S. U. C.

Voici quelles sont les bases principales de cet accord qui, à n'en pas douter, cimentera plus fortement encore l'unité d'action antifasciste entreprise depuis le 19 juillet. Après l'article premier, pur de forme, qui engage les deux organisations à donner leur appui complet à l'exécution des clauses du protocole, l'article 2 expose directement la conception syndicaliste du problème économique.

« Nous sommes partisans, dit-il, de la collectivisation des moyens de production, c'est-à-dire de l'expropriation sans indemnisation des capitalistes. »

« Nous sommes partisans également de la collectivisation de tout ce qui est nécessaire aux intérêts de la guerre. »

Ici, la déclaration ajoute — et nous serons sans doute appelés par la suite à juger si cette disposition est heureuse — que le conseil de la généralité ou toutes les forces sociales sont représentées, lui paraît pour l'instant l'organisme le plus qualifié pour gérer ces collectivisations.

« Ne nous hâtons pas de critiquer, et gardons présent à l'esprit que nos camarades sont obligés de tenir compte des contingences intérieures et extérieures qui les pressent. »

Plusieurs articles précisent que, provisoirement au moins, la petite propriété, la petite industrie et le petit commerce seront maintenus, sauf dans le cas où leurs détenteurs seraient des fascistes.

Des mesures conservatoires assez adroites ont été prévues en ce qui concerne les exploitations étrangères dont, pour ne pas donner prise sans doute au chantage politique, le capital sera préservé.

Enfin, la conduite de la guerre semble avoir dicté le sens général des accords conclus tant en ce qui concerne les sacrifices inévitables que les dispositions nouvelles qui sont préconisées pour assurer une meilleure cohésion des forces ouvrières armées. Le commandement unique est également préconisé.

Ce qui nous semble le plus grave, c'est l'acceptation de la transformation des milices ouvrières en grande armée populaire.

La encore, attendons un peu avant de critiquer.

La structure de la C. N. T. est telle que si cette modification ne correspond pas aux nécessités nouvelles, la réaction de la base ouvrière ne tardera pas à se faire sentir.

N'oublions pas que le sens intensément fédéraliste du syndicalisme de la C. N. T. ne permet pas que des déviations non conformes aux volontés de la base soient commises, sans que celle-ci ne rebelle rapidement.

Un article très important affirme la volonté des syndicats de voir nationaliser la Banque et d'organiser le contrôle ouvrier sur les opérations bancaires.

Mais, la encore, l'accord estime que la politique financière et fiscale du Conseil de la Généralité doit être orientée exclusivement vers l'objectif principal de gagner la guerre le plus rapidement possible.

Nous aurons l'occasion de revenir sur ces accords pour les commenter. — L. A.

40 HEURES ET CHOMAGE

Les quarante heures doivent apporter une solution importante au chômage. Le sabotage de cette loi par un patronat qui ne confond pas le bien-être des travailleurs avec son profit personnel ne fait plus aucun doute.

Repousser les 40 heures, disent les patrons, est pour nous une question de principe.

Pour les ouvriers, les quarante heures ne sont pas une question de principe, mais un moyen de résorber pratiquement les 408.000 chômeurs français.

Internationalement, l'U.R.S.S., les Etats-Unis, l'Italie, l'Allemagne, la Tchécoslovaquie ont réalisé la semaine de quarante heures, totalement ou partiellement, dans des conditions plus ou moins favorables au prolétariat. Ce que les patrons ne veulent pas, ce n'est pas tant le principe des quarante heures, mais l'entorse à leur profit.

Contre cette politique hypocrite, le prolétariat affirmera son intérêt, avec la conscience nette de la perturbation économique du capital, en apportant sa solution propre : le balayage d'un patronat de combat par la Révolution ouvrière.

Le Gérant : Georges GIRARDIN.

Imprimerie Centrale du Croissant (SIA N° 1)
19, rue du Croissant, Paris-9.